

Document

Articles de presse d'octobre 2012

Table des matières

France

Politique

- Capture et mort de Kadhafi: des officiels libyens soupçonnent les services français. (01.10)
- Les élus écologistes plaident pour la disparition des départements. (02.10)

Social

- Chérèque et Thibault : copains comme cochons. (02.10)
- Compétitivité: l'Elysée penche pour une baisse progressive du coût du travail. (04.10)
- Le point sur la « *négociation* » sur la réforme du marché du travail. (05.10)
- OGM : Séralini reçoit le soutien de chercheurs internationaux. (13.10)
- La crise à la CGT se dénoue: Thierry Lepaon adoubé pour succéder à Thibault. (17.10)
- France. L'accès aux soins se dégrade pour les populations précaires. (19.10)
- Des arrêts de production dans l'automobile en novembre. (28.10)
- Près de trois salariés sur dix travaillent le dimanche. (30.10)

Economie

- Les entreprises ont plus gelé les salaires en 2012 et devraient continuer. (01.10)
- Emprunts toxiques: les collectivités doivent honorer leurs échéances. (04.10)
- Forte hausse des défaillances de grandes entreprises. (12.10)
- Pour le Medef, "*nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan*". (16.10)

International

Politique

- La liste suisse de Christine Lagarde : le secrétaire du PASOK démissionne et remet en cause l'attitude de Venizelos. (04.10)
- Les secrets inavouables d'un prix Nobel. (13.10)
- Cuba lève les restrictions de déplacement à l'étranger. (17.10)
- L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs. (19.10)
- Etats-Unis. Avec Citizens United, Romney a le droit d'appeler les patrons à faire pression sur leurs employés. (19.10)
- USA 2012: les liens très gênants de Romney avec un fabricant de machines à voter. (22.10)
- Fusion de la droite et de l'extrême droite en Israël. (28.10)
- La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)
- Arrestation du journaliste grec qui a publié la "*Liste Lagarde*". (29.10)

Social

- Afrique du Sud: Amplats licencié 12.000 mineurs en grève sauvage. (06.10)
- 9% des salariés allemands cumulent deux emplois pour vivre. (06.10)
- Italie. Le nouveau visage de la pauvreté. (19.10)
- Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes. (28.10)

Economie

- Dette publique: Quand la directrice du FMI Christine Lagarde évoque les "*temps de guerre*". (13.10)

- L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances. (13.10)
- Les banques centrales forcent à sortir du monétaire. (13.10)
- "*L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?*" (16.10)
- Banques centrales: Lagarde craint une "*surchauffe*" dans les pays émergents. (16.10)
- Les dépenses militaires en Asie explosent. (17.10)
- L'UE d'accord pour repousser la supervision bancaire. (19.10)
- BP et Rosneft en passe de s'allier pour 25 milliards de dollars. (22.10)
- David Cameron souhaite un nouvel accord entre Londres et l'UE. (22.10)
- Où nous mènent les technocrates ? (23.10)
- En marche vers des réformes, la Chine écarte l'héritage de Mao. (24.10)
- La catastrophe qui vient et la maladresse des banquiers. (28.10)

Un article de l'AFP du 30 septembre 2012

Les entreprises ont plus gelé les salaires en 2012 et devraient continuer (01.10)

Les entreprises ont été plus nombreuses qu'attendu à geler les salaires en 2012, et ce gel devrait se poursuivre en 2013, selon un enquête du cabinet Mercer publiée lundi.

Le gel des salaires a ainsi atteint un niveau globalement deux fois supérieur aux anticipations des entreprises: 8% d'entre eux ont ainsi gelé les salaires des cadres dirigeants, 6% ceux des ouvriers et 5% n'ont pas augmenté leurs cadres supérieurs.

Les niveaux d'augmentation pratiqués se sont ainsi avérés inférieurs à ceux annoncés en juin 2011, "reflétant l'impact de la crise de la dette en Europe, déclenchée en août 2011", analyse Mercer.

Entre septembre 2011 et mars 2012, le taux d'augmentation médian (qui partage les salariés en deux groupes égaux, en deçà et au-delà de ce chiffre) atteint 2,6%, un chiffre inférieur aux 3% attendus.

Pour 2013, les prévisions de budgets d'augmentation sont plus conservatrices, "*les entreprises se révélant moins optimistes que l'an dernier à la même date*". Les anticipation de gels de salaires en 2013 sont ainsi globalement identiques à ceux appliqués en 2012.

Le taux d'augmentation salariale médian anticipé s'établit à 2,5% pour l'année prochaine.

Le cabinet de conseil en ressources humaines parle toutefois d'un "*retour à un optimisme mesuré*" en matière d'emploi, le nombre d'entreprises prévoyant de réduire leurs effectifs passant à 7%, contre 13% en 2012.

Mais elles sont aussi moins nombreuses à prévoir d'embaucher (22%, contre 30% en 2012).

Pour 2012, les taux d'augmentation sont très resserrés autour de la médiane, "*ce qui signale une relative homogénéité des pratiques des entreprises*", relève Mercer.

On observe aussi "*la quasi-disparition des augmentations générales pour les cadres*" et l'*accent mis sur les augmentations individuelles*", qui permettent "*de rétribuer les talents et la performance*", souligne Bruno Rocquemont, responsable de l'enquête, cité dans le communiqué.

L'enquête de rémunération Mercer Total Remuneration Survey France 2012 regroupe les informations de rémunération de plus de 140.000 salariés appartenant à 372 entreprises, majoritairement des filiales françaises de multinationales, dans tous les secteurs d'activité. Les données été collectées d'avril à juillet 2012.

Un article de Slate.fr du 30 septembre 2012

Capture et mort de Kadhafi: des officiels libyens soupçonnent les services français. (01.10)

Que s'est-il vraiment passé le 20 octobre 2011, lors de la capture du colonel Mouammar Kadhafi, le dictateur libyen déchu? Alors qu'officiellement, ce sont les rebelles des brigades révolutionnaires qui ont arrêté —et tué d'une balle dans la tête dans des circonstances qui demeurent floues— l'ancien chef d'Etat en fuite près de la ville de Syrte, le quotidien italien le *Corriere della Serra* donne crédit à la théorie selon laquelle les services secrets français seraient responsables de sa mort.

Il y a quelques jours, Mahmoud Jibril, ancien Premier ministre du gouvernement de transition et président du Conseil exécutif du Conseil national de transition libyen (CNT), a affirmé sur la chaîne égyptienne Dream TV «*que beaucoup de parties avaient intérêt à ce que Kadhafi se taise à jamais, car il avait plusieurs secrets et avait noué d'étroites relations avec de nombreux régimes occidentaux et arabes.*»

Sous couvert d'anonymat, un agent diplomatique européen en poste à Tripoli poursuit dans le *Corriere*:

«*Sarkozy avait toutes les raisons d'essayer de faire taire le colonel le plus rapidement possible.*»

Alors que son convoi était bombardé par l'OTAN, Kadhafi avait tenté avec quelques gardes du corps de se réfugier dans une canalisation en béton. Selon l'ancien responsable des relations avec les agences de renseignement étrangères du CNT, les communications par téléphone satellite entre Kadhafi et le régime syrien auraient permis à l'OTAN de le localiser très facilement.

En mars 2011, peu après que la France ait reconnu le conseil national de transition libyen, l'agence du régime encore en place avait déclaré avoir «*appris qu'un grave secret va entraîner la chute de Sarkozy, voire son jugement en lien avec le financement de sa campagne électorale.*». L'entourage du colonel menaçait alors de dévoiler ce «*secret*».

En avril dernier, juste avant le premier tour de l'élection présidentielle, le site Médiapart révélait une «*preuve*» de la participation de Kadhafi au financement de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy pour un montant de 50 millions d'euros. Des affirmations jugées à l'époque «*grotesques*» par le candidat.

Un article lemonde.fr du 2 octobre 2012

Les élus écologistes plaident pour la disparition des départements. (02.10)

Lors d'une présentation à la presse de leurs propositions en vue des Etats généraux de la démocratie territoriale des 4 et 5 octobre, les élus écologistes ont notamment plaidé pour la "*disparition progressive des départements*" et pour la mise en place d'un mode de scrutin unique (la proportionnelle) à tous les échelons.

"*Le couple intercommunalité-région doit sortir renforcé de cette nouvelle décentralisation*", a expliqué le sénateur Ronan Dantec (Loire-Atlantique) ce qui, progressivement et "*par des expérimentations*", amènera selon lui à une disparition progressive des départements.

"*Les maîtres mots sont simplicité et transparence, a renchérit David Cormand, membre du bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Les citoyens ne savent plus ce que font les conseils généraux, les conseils régionaux... Ce manque de lisibilité ne permet pas une bonne démocratie.*" Un redécoupage des territoires en intercommunalités sera, selon eux, une solution adaptée.

La sénatrice Corinne Bouchoux (Maine-et-Loire) a également insisté sur la "*nécessaire évolution des modes de scrutin vers une proportionnelle avec fait majoritaire partout, ce qui serait un mode de scrutin respectueux de toutes les sensibilités de la vie politique française*" – la proportionnelle à toutes les élections étant une demande ancienne des écologistes.

"*Les élections locales sont devenues des élections défouloir vis à vis du gouvernement... Le scrutin binominal majoritaire à deux tours, c'est n'importe quoi !*", a appuyé Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat.

L'importance de la création d'un statut de l' élu et de l'autonomie fiscale des territoires a également été soulignée sans que toutefois la question du retour de la taxe professionnelle ne soit pour le moment abordée.

Enfin, à l'heure où EELV peut apparaître divisé sur la question du traité budgétaire européen (TSCG), les élus écologistes ont cette fois tenu à rappeler que, sur les questions de décentralisation, ils étaient "*l'un des rares partis aussi clair sur la question*" et qu'il y avait une "*position commune à tous les élus*" à travers La Fève (Fédération des élus Verts et écologistes).

Un article lepoint.fr du 2 octobre 2012

Chérèque et Thibault : copains comme cochons. (02.10)

Le secrétaire général de la CFDT a expliqué que ses échanges parfois acides avec son homologue de la CGT relevaient "*plus de la plaisanterie*".

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a affirmé mardi qu'il n'avait "*pas de comptes à régler*" avec les autres organisations syndicales et que ses échanges parfois acides avec son homologue de la CGT, Bernard Thibault relevaient "*plus de la plaisanterie*". "*On n'a pas de comptes à régler avec les autres organisations, c'est plus de la plaisanterie*", a affirmé François Chérèque, interrogé lors d'une conférence de presse sur ses échanges de piques avec le numéro un de la CGT. Il a indiqué avoir rencontré Bernard Thibault "*la semaine dernière à Madrid*" et "*on n'était pas dans une relation de conflit*". "*On se reverra bientôt à Bruxelles*", a-t-il dit. Pour préparer les négociations sur la réforme du marché du travail qui s'ouvrent jeudi, le dirigeant de la CFDT a déjà discuté avec son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, mais pas encore avec Bernard Thibault.

Il en discutera aussi avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, mais "*c'est un sujet de fin de négociations*". François Chérèque a une nouvelle fois défendu le dialogue entre patronat et syndicat avant toute loi et s'est étonné que le gouvernement soit "*critiqué parce qu'il laisse le temps à la négociation*". "*Le rythme médiatique a besoin de shoot quotidien*" et pour lui, les négociations, "*ce n'est pas assez sexy et ne passe pas à la télé*", a lancé François Chérèque. Il a aussi critiqué les "*politiques*" et "*députés*" qui ne supportent pas le rythme des négociations et les "*ministres qui sont sur des coups et ont besoin de montrer qu'ils décident*" en allusion à Arnaud Montebourg (Redressement productif) qui avait annoncé une prochaine loi sur les cessions d'usines rentables alors que les négociations n'ont pas débuté.

François Chérèque a lancé également une nouvelle pierre dans le jardin de Bernard Thibault en critiquant "*des organisations syndicales qui acceptent la feuille de route*" sur les négociations "*et soutiennent un ministre qui ne respecte pas cette feuille de route*", en allusion à Arnaud Montebourg. Le leader de la CGT avait soutenu l'initiative d'Arnaud Montebourg et jugé lundi "*un peu surprenante*" la menace de François Chérèque de quitter la table des négociations si cette loi était débattue à l'Assemblée avant le terme des discussions.

Un article de l'AFP du 3 octobre 2012

Emprunts toxiques: les collectivités doivent honorer leurs échéances. (04.10)

Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la Décentralisation, a affirmé que les collectivités devaient s'acquitter des échéances de prêts qu'elles ont contractés, alors que certaines ont annoncé leur intention de ne pas payer la hausse d'intérêts d'emprunts dits "toxiques".

"Les parties contractantes au contrat de prêt ne peuvent décider, ni d'un côté, ni de l'autre, de s'arranger avec la loi. Les banques doivent d'un côté respecter leurs obligations. Les collectivités doivent honorer leurs échéances de prêt sauf à avoir fait constater les manquements ou fautes", a-t-elle dit.

Mme Escoffier répondait mercredi à une question du député socialiste Sébastien Pietrasanta, par ailleurs maire d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

La semaine passée, cette municipalité avait indiqué refuser de payer la hausse d'intérêts de l'un de ses emprunts à la banque Dexia, représentant, selon elle, *"un surplus financier de 380.000 euros"* et elle avait dit qu'elle réglerait le 1er octobre les intérêts sur la base du taux initial de 4,50%.

La municipalité avait souligné que le taux de cet emprunt, contracté par l'ancienne équipe municipale avant mars 2008, était passé à 8,34%, en raison de son adossement sur la parité entre le dollar et le yen, le billet vert flirtant actuellement avec son plus bas niveau historique.

En juin, une mairie de l'Isère, soutenue par la chambre régionale des comptes, avait déjà décidé de ne plus rembourser les quelque 636.000 euros d'intérêts d'un *"emprunt toxique"* contracté auprès de la banque Dexia.

Anne-Marie Escoffier a, en outre, assuré que le gouvernement était *"mobilisé pour apporter des réponses aux collectivités et aux établissements publics, afin de permettre de solder leurs dettes structurées"*.

"Toutes les pistes sont ouvertes", a-t-elle relevé, citant par exemple la mise en place d'"un moratoire permettant de caper les taux pendant une période déterminée", c'est-à-dire de limiter leur variation.

Un article de l'AFP et Reuters du 2 octobre 2012

Compétitivité: l'Elysée penche pour une baisse progressive du coût du travail. (04.10)

(Précision : j'ai intercalé dans cet article de l'AFP quelques éléments supplémentaires fournis par Reuters.)

Face à la demande pressante du patronat et de plusieurs économistes en faveur d'un "*choc de compétitivité*", avec une baisse massive et immédiate du coût du travail, l'Elysée semble pencher pour une démarche plus progressive étalée sur "*au moins trois ans*".

A l'approche de la remise, mi-octobre, du rapport sur la compétitivité demandé par Matignon au commissaire général à l'Investissement Louis Gallois, les spéculations se multiplient.

La presse s'est récemment fait l'écho d'un probable retour de la "*TVA sociale*", ce mécanisme visant à augmenter la taxe sur la consommation pour alléger d'autant les cotisations sociales patronales et ainsi baisser le coût du travail et doper la compétitivité.

Le gouvernement, qui a abrogé la "*TVA sociale*" de la précédente majorité, a mollement démenti, entretenant le flou sur ses intentions. "*Aucune option n'est rejetée à part la TVA sociale à ce stade*", a pour sa part déclaré Fleur Pellerin.

Mercredi, Le Monde a de son côté esquissé un scénario décrit comme celui que privilégie l'Elysée: il s'agirait bien de baisser massivement, d'une quarantaine de milliards d'euros, les cotisations patronales, un allègement financé non pas par la TVA mais plutôt par une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG).

Mais, pour préserver le pouvoir d'achat, l'Elysée souhaite étaler ce transfert sur la durée du quinquennat, à raison de 8 à 10 milliards d'euros par an, affirme le quotidien. Ce ne serait donc pas un "*choc*", mais une réforme plus graduelle.

"*Rien n'est acté*", a-t-on réagi mercredi à la présidence de la République, sans toutefois démentir ce scénario. "*Quarante milliards, c'est un ordre de grandeur qui n'est pas absurde*", a même estimé une source gouvernementale.

Selon l'Elysée, "*plutôt qu'un choc de compétitivité*", l'idée serait de définir "*une stratégie, un agenda de compétitivité sur au moins trois ans*".

Stratégie plutôt qu'un choc

La présidence confirme aussi qu'il y aura des allègements des cotisations, mais qu'ils ne seront pas mis en oeuvre "*d'un seul coup*".

"*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*", a cependant déclaré mercredi soir le ministre de l'Économie après une réunion interministérielle sur ce dossier autour de Jean-Marc Ayrault. "*Ce qu'il faut définir c'est autre chose. L'économie française n'a pas besoin de choc, elle a besoin d'accompagnement, elle a besoin de redressement.*"

"*Le Premier ministre, dans la réunion, a parlé d'une trajectoire de compétitivité. C'est cette trajectoire de compétitivité, sur la durée du mandat, que nous allons définir*", a ajouté Pierre Moscovici.

L'entourage du chef de l'État avait auparavant confirmé une partie des informations publiées par Le Monde selon lesquelles l'Elysée envisage d'étaler sur plusieurs années un transfert sur l'impôt d'environ 40 milliards d'euros de cotisations familiales payées par les employeurs, plutôt que de procéder en une fois.

"*Plutôt que d'avoir un choc de compétitivité, on veut une stratégie de compétitivité, un agenda sur la durée des trois ans qui viennent*", explique-t-on à l'Elysée. "*On ne fera pas un allègement d'un coup.*"

"On ne peut pas faire de transfert de charges massif dès cette année" compte tenu des efforts déjà demandés aux ménages et aux entreprises, a souligné la ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, à la sortie du conseil des ministres.

Pour l'instant, l'exécutif se retranche derrière l'attente du rapport Gallois et d'une concertation avec les partenaires sociaux, prévue à l'automne, pour ne pas en dire plus. Mais le président François Hollande a promis des décisions d'ici la fin de l'année.

Début juillet, Louis Gallois avait appelé de ses vœux un "*choc de compétitivité*" de 30 à 40 milliards d'euros, via une hausse de la CSG. La formule avait été reprise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui a toutefois estimé la semaine dernière qu'un tel choc ne pouvait pas "*se faire en une seule fois*". Mais il est important d'imprimer une "*direction*", a-t-il reconnu.

Selon un interlocuteur récent de l'ex-patron d'EADS, Louis Gallois est toujours favorable à un tel scénario. Le financement viendrait à ses yeux d'un "*mix*" de prélèvements, dont une grande part de CSG, et un peu de taxes écologiques et de hausses ciblées de la TVA.

Le transfert de 5,4 points de cotisations familiales est exactement ce à quoi était destinée l'augmentation de 1,6 point du taux normal de TVA votée à la fin du précédent quinquennat, qui devait entrer en vigueur ce 1er octobre mais qui a été abrogée par la nouvelle majorité.

Le périmètre du transfert n'est pas tout à fait le même. Selon le Monde, l'allègement envisagé par l'Élysée ciblerait les salaires entre 1,6 et 2,2 smic, pour en faire bénéficier les entreprises exposées à la concurrence internationale.

Le mécanisme voté sous la présidence de Nicolas Sarkozy prévoyait de supprimer totalement ces cotisations jusqu'à 2,1 smic, puis partiellement jusqu'à 2,4 smic.

Le retour sous une autre forme de cette "*TVA sociale*" divise à gauche et suscite des ricanements à droite.

Louis Gallois souhaite aller plus loin, rapporte son récent interlocuteur, et alléger les cotisations jusqu'à quatre fois le Smic, afin de faciliter l'embauche de jeunes ingénieurs porteurs d'innovation pour l'industrie.

Selon Pierre Moscovici, l'ex-patron de la SNCF et d'EADS rendra ses conclusions le 5 novembre.

Quoi qu'il en soit, les arbitrages peuvent encore évoluer, les ministres poussant des idées parfois divergentes.

Ainsi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg plaide pour un système conditionnant les baisses de cotisations au fait que les entreprises réalisent des investissements, a affirmé son entourage à l'AFP.

En outre, plusieurs poids lourds du gouvernement, dont M. Montebourg et le ministre de Budget Jérôme Cahuzac, sont hostiles à une hausse de la CSG.

Un article d'oceanews.fr du 4 octobre 2012

La liste suisse de Christine Lagarde : le secrétaire du PASOK démissionne et remet en cause l'attitude de Venizelos. (04.10)

Christine Lagarde avait envoyé aux autorités grecques, en décembre 2011, alors qu'elle était encore ministre des finances françaises, une liste de 2000 noms de citoyens grecs ayant des comptes en banque en Suisse. Depuis le début de la semaine, la liste était activement recherchée et l'actuel ministre des finances grecques a demandé une nouvelle copie aux autorités françaises. Retour sur un nouvel acte du théâtre politique grec.

La liste qui comporte des noms de clients grecs de la filiale de HSBC à Genève avait été envoyée à Yiorgos Papakonstantinou, ministre des finances des 2009 à 2011. Lundi, M. Papakonstantinou a indiqué une nouvelle fois avoir transmis cette liste à la brigade financière grecque, la SDOE.

Mais cette liste a(vait) disparu.

S'exprimant à la télévision Mega lundi, Papakonstantinou a dit qu'en 2011 il avait demandé à Kapeleris d'enquêter sur les 15 plus gros déposants de la liste. Après son remplacement en tant que chef de la SDOE en mai 2011, il a fourni une copie complète du CD à son successeur, Yannis Diotis.

« *J'ai noté les montants les plus importants et envoyé les noms de SDOE pour le contrôle ... On m'a dit que les résultats préliminaires ont montré des problèmes avec les déclarations fiscales, alors j'ai laissé la liste à la SDOE* » a déclaré M. Papakonstantinou au Financial Times de dimanche.

Papakonstantinou a également indiqué que les données sur les dépôts bancaires ont été obtenus illégalement par les autorités françaises, ce qui présente des problèmes juridiques concernant l'utilisation du CD.

Pour sa part, Diotis a indiqué que son service n'était pas en mesure d'utiliser le CD légalement.

Pourtant, en utilisant les données obtenues de la même manière, les autorités espagnoles ont soulevé 6 milliards d'euros et d'impôts impayés par des fraudeurs du fisc.

Le mois dernier, le vice-ministre des Finances George Mavraganis a dit aux députés que le gouvernement ne pouvait pas chercher à obtenir des données des détails de déposants étrangers auprès des banques suisses, car le gouvernement suisse déclare que les CD sont le produit d'« *espionnage industriel* » et l'objet de poursuites judiciaires.

Mais qu'est devenue cette liste ? Entre lundi et hier, tous les médias se posaient la question. Et certains invités de chaînes de télévisions qui ont eu la clef USB de la liste entre les mains de dire : « *Je n'en connais pas le contenu* ».

De quoi avoir des doutes.

Mais la liste a été retrouvée : dans les mains d'Evangelos Venizelos, dernier ministre des finances du gouvernement de Papandréou et actuel patron d'un PASOK en panne. Venizelos a déclaré aux journalistes qu'il a été informé de l'existence de la liste par Diotis en Août 2011. Diotis avait alors dit à Venizelos que la liste lui avait été donnée « *officieusement* » par l'ancien ministre des Finances George Papakonstantinou.

De l'avis du chef de la SDOE, l'information contenue dans la liste était « *en aucun cas un fichier qui est entré en possession du service par le biais des procédures légitimes* » et ne pouvait donc faire l'objet d'un traitement juridique par la SDOE ni rendu public.

Selon Diotis, agir différemment aurait constitué une infraction criminelle grave.

Venizelos s'est dit d'accord avec l'opinion de Diotis sur cette question, mais a également souligné l'importance de parvenir à un accord avec la Suisse pour la taxation de l'argent déposé par les citoyens grecs dans les banques suisses. Il a dit que le tollé entourant la liste tend à exposer le pays au niveau international et à « *annuler nos efforts pour un accord bilatéral avec la Suisse sur la fiscalité des comptes bancaires des citoyens grecs.* »

Clap clap. Remercions Mr Venizelos pour cette mascarade. Il a en main une liste de noms qui permettrait sans doute de récupérer quelques milliards et la laisse dormir car elle n'est pas « *juridiquement recevable* ».

Mr Venizelos semble continuer à prendre ses citoyens pour des buses. Clap clap (x2).

D'ailleurs, un ancien ministre du PASOK et actuel secrétaire du parti, Mr Yiannis Ragousis, a annoncé son intention de démissionner, affirmant que sa décision était fondée sur la manipulation d'Evangelos Venizelos sur la « *Liste de Lagarde* ».

Ragousis a indiqué :

« *En tant que membre du gouvernement qui a subi à plusieurs reprises le fait accompli et a été obligé d'approuver des coupes dans les salaires et les retraites pour que la Grèce puisse rester sur pied, je considère que tout ce qui a été confirmé par la fameuse « Liste de Lagarde » est politiquement immoral et très injuste pour la société.* »

Ragousis ajoute que la question est caractéristique de « *la détermination – ou de son absence – pour lutter contre l'évasion fiscale avec la même rigueur que celle qui a été appliquée pour la réduction des revenus et la mise en place de nouvelles taxes* ».

Nous pouvons remercier Mr Ragousis. Enfin un peu d'honnêteté dans les débats actuels.

Ce nouvel acte de la pièce du théâtre politique grec montre encore une fois le niveau d'une partie de la classe politique en Grèce. Je ne peux m'empêcher de repenser à l'accueil réservé à Evangelos Venizelos par François Hollande.

Commentaire.

Qu'est-ce à dire, que remettre en cause des capitalistes ne serait pas « *juridiquement recevable* », parce qu'ils sont protégés par la loi, les institutions qui ont fait ces lois...

A part cela la question des institutions qui légitiment sur le plan juridique l'existence du capitalisme, qui préservent les intérêts des capitalistes, les placent hors d'atteinte de toute juridiction pour juger leurs actes délictueux ou criminels, cette question ne serait pas d'actualité, la question du pouvoir ? Qui refuse de la poser se fait le complice de l'ordre établi que nous devons renverser, en Grèce comme dans tous les pays en Europe.

Vous voyez, ce sont les faits qui nous donne raison, c'est formidable, non ? Quant à nos détracteurs ou adversaires, qu'ils révisent leur copie avant qu'il ne soit trop tard...

Trois articles de l'AFP, Reuters et Lepoint.fr du 4 octobre 2012

Le point sur la "négociation sur la réforme du marché du travail. (05.10)

(Je n'ai plus le temps aujourd'hui d'ajouter un commentaire ou une analyse, ce sera pour demain.)

Les partenaires sociaux campent sur leurs positions. (Reuters)

Les partenaires sociaux français ont campé sur leurs positions jeudi, lors de leur première session de négociation sur la réforme du marché du travail, que François Hollande souhaite voir aboutir à un "*compromis historique*" d'ici fin 2012.

Cette première séance a surtout été l'occasion pour les huit délégations - CFDT, CGT, Force ouvrière, CGC, CFTC du côté syndicats, Medef, CGPME, UPA du côté patronal -, d'exposer de nouveau leurs positions sur les quatre thèmes de la négociation.

"Chacun a exposé ses attentes et ses exigences. Il n'y a pas eu de surprise. Pour l'instant, on n'est pas entré dans le vif du sujet, on a planté le décor et parlé de méthode", a résumé le négociateur de la CFDT, Patrick Pierron. *"J'espère qu'à la prochaine réunion, nous dépasserons le constat."*

"On est sur un sujet hypersensible qui peut entraîner des modifications substantielles du code du travail avec toutes les peurs que cela suppose", a-t-il souligné.

La négociation porte sur quatre points : la lutte contre la précarité du travail et le recours massif aux contrats courts, une meilleure anticipation de l'évolution de l'activité pour éviter les ruptures brutales, l'amélioration des dispositifs de maintien de l'emploi en cas d'aléas économiques et l'amélioration des procédures de licenciements collectifs.

Chacun de ces points fera l'objet d'une des quatre prochaines sessions, le point quatre, sans doute un des plus délicats, étant laissé pour la fin.

L'une des clefs de la négociation réside dans la difficulté de concilier l'aspiration des entreprises à plus de flexibilité du marché du travail et la volonté des organisations syndicales d'améliorer la sécurisation de l'emploi.

"Nous souhaitons avoir des mesures qui aillent vers l'adaptation et la souplesse des entreprises", a rappelé le négociateur du Medef, pour qui il s'agit notamment de permettre aux entreprises de restaurer des marges aujourd'hui laminées par la crise et une perte de compétitivité.

"On a besoin d'un bol d'air", a ajouté Patrick Bernasconi. *"Mais il faut aussi comprendre que si nous pouvons avancer sur ce sujet-là, nous sommes prêts à avancer sur d'autres sujets."*

"FLEXIBILITÉ SAUVAGE"

Un plaidoyer dans lequel la CGT et FO ont surtout retenu la volonté des entrepreneurs d'obtenir plus de souplesse dans la gestion de leurs effectifs salariés.

A la sortie de la réunion, qui a duré toute la matinée au siège du Medef et débordé sur le début de l'après-midi, Agnès Le Bot, négociatrice de la CGT, a dénoncé une "*offensive*" de la principale organisation patronale pour obtenir plus de flexibilité du marché du travail.

"Ça ne doit pas être à l'ordre du jour. En tout cas, ça ne doit pas être la voie sur laquelle on s'engage", a-t-elle dit aux journalistes présents.

"Le mandat de FO, c'est de sécuriser l'emploi et non davantage de flexibilité pour les entreprises et le patronat. Il y en a déjà assez dans ce pays", a renchéri son homologue de Force ouvrière, Stéphane Lardy.

Plus conciliant, le représentant de la CFDT a estimé qu'il fallait clarifier ce que recouvrait le mot flexibilité.

"Je pense qu'on est dans la flexibilité sauvage", a déclaré Patrick Pierron. *"La question est de savoir comment on sécurise les parcours et comment on réduit le côté sauvage du turn over qu'il y a dans les entreprises aujourd'hui."*

Si le négociateur de FO a dit ne pas attendre de "*miracle*" de cette négociation, aucun participant n'a voulu préjuger de la suite et de l'issue des discussions, qui reprendront jeudi prochain sur le premier point de la feuille de route fixée par le gouvernement - la lutte contre la précarité de l'emploi.

"*Au-delà des postures, il faut voir si on peut trouver un chemin*", a déclaré le négociateur du Medef. "*Il faut essayer de trouver un juste milieu.*"

Patrick Bernasconi a insisté, comme son homologue de la CFDT, sur la nécessité d'aboutir in fine sur un accord global couvrant l'ensemble des thèmes de la négociation.

Chérèque: le transfert de 40 milliards sur la CSG grèverait le "*pouvoir d'achat*". (AFP)

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a estimé jeudi qu'un transfert de charges à hauteur de 40 milliards d'euros sur la CSG, pour renforcer la compétitivité des entreprises, serait "*trop élevé*" et allait "*toucher le pouvoir d'achat*" des salariés.

"*Il peut y avoir dans certains secteurs un problème de coût de travail et nous sommes prêts, nous, à y travailler à condition qu'on maintienne le pouvoir d'achat des salariés*", a affirmé le numéro un de la CFDT sur Canal+.

Selon lui, "*on peut toucher à la CSG, en baissant une partie des charges sociales, parce que la CSG fait payer les revenus du capital et du patrimoine et touche moins les salaires*".

"*Mais, a-t-il dit, 40 milliards, ça me semble très difficile (...) Cela toucherait le pouvoir d'achat. C'est trop élevé*".

"*D'autant plus, a-t-il ajouté, que le transfert sur la CSG pose le problème du financement par les retraités. Est-ce qu'on fait payer plus les retraités?*", a-t-il demandé en soulignant que la CFDT souhaiterait qu'une augmentation de la CSG des retraités serve à "*financer la dépendance*".

M. Chérèque a rappelé que "*le gouvernement a mis en place la semaine dernière le Haut-conseil du financement de la protection sociale. Nous devons travailler sur ce sujet-là. Je n'aime pas la solution avant le début du travail. C'est un élément assez désagréable*".

Il n'a pas exclu que les informations parues dans la presse sur ce sujet, soient un ballon d'essai du gouvernement: "*parfois on envoie des sondes pour voir la réaction*", a-t-il dit.

Le quotidien Le Monde a esquissé mercredi un scénario présenté comme celui que privilégie l'Élysée: baisser massivement d'une quarantaine de milliards d'euros les cotisations patronales et les compenser par une hausse de la CSG.

Par ailleurs, M. Chérèque a taclé la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui a évoqué "*un racisme anti-entreprise*". "*Les mots ont du sens, le racisme c'est autre chose, le racisme, c'est ceux qui rejettent l'autre pour des raisons de haine. Je ne pense pas qu'on puisse parler de ce type de sentiment dans notre pays*".

Selon lui, la déclaration de Mme Parisot est peut-être destinée à "*faire monter un peu la pression*" alors que s'ouvrent de délicates négociations sur la réforme du marché du travail.

Thibault dénonce "*un chantage éhonté du patronat*" pour la flexibilité. (Lepoint.fr)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, dénonce jeudi un "*chantage éhonté du patronat*" pour obtenir des décisions en matière de flexibilité et de coût du travail et estime urgente l'adoption d'une loi pour "*protéger*" des sites comme Aulnay ou Florange.

"*Un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, voire à la mort de grands groupes est développé par le patronat qui entend obtenir, du fait de la crise, des décisions sur le terrain de la flexibilité et du coût du travail*", affirme Bernard Thibault, dans une tribune publiée dans Libération jeudi. Selon lui, "*le patronat cherche à faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants*", alors que "*la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarité se développent en Europe*". "*Il y a urgence à ce qu'une loi protégeant des sites*

comme Aulnay (site de PSA, ndlr) ou Florange (site d'ArcelorMittal, ndlr) soit adoptée rapidement", affirme le numéro un de la CGT.

La faute au "monde de la finance"

"On nous appelle à conclure des accords dits gagnants-gagnants qui conjugueraient l'acceptation des salariés à une plus grande flexibilité tout de suite contre la promesse d'un retour à meilleure fortune lorsque cela ira mieux...un jour", souligne Bernard Thibault, alors que des négociations sur la réforme du marché du travail s'ouvrent jeudi entre patronat et syndicats. "Toute l'Europe syndicale est témoin de signatures trahies", affirme le leader de la CGT qui appelle à des manifestations mardi prochain 9 octobre pour la défense de l'emploi industriel, dans le cadre d'une mobilisation européenne. "Le gouvernement met à l'étude différents scénarios, en écho à la revendication du Medef au nom de la compétitivité" pour transférer "une partie des cotisations sociales sur la CSG ou d'autres assiettes", souligne-t-il. "20, 30, ou 40 milliards" d'euros seraient alors "à la charge des ménages consommateurs ou contribuables".

Le dirigeant de la CGT incrimine "le monde de la finance" qui "nous fait croire depuis 25 ans que l'on va pouvoir conserver les tâches les plus nobles de recherche et d'innovation et se décharger sur les pays émergents des fonctions plus frustes de fabrication". Mais "le mythe de la société sans usine fait toujours des dégâts" et "cette stratégie financière de tronçonnage des activités productives, qui se traduit par des licenciements massifs et nombreux, permet des plus-values à court terme", selon lui.

Bernard Thibault réclame "un grand pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi". "Il ne suffit pas de créer une banque publique d'investissement. L'essentiel est de desserrer la contrainte d'exigences de rentabilité financière imposée par les marchés", selon lui.

Un article de l'AFP du 5 octobre 2012

Afrique du Sud: Amplats licencie 12.000 mineurs en grève sauvage. (06.10)

Le numéro un mondial du platine Amplats a annoncé vendredi le licenciement de 12.000 de ses 28.000 mineurs en grève sauvage du site de Rustenburg dans le nord de l'Afrique du Sud, au lendemain de la mort d'un gréviste tué par la police.

Amplats avait convoqué cette semaine tous les grévistes en conseil de discipline, et menacé de licencier ceux qui refuseraient de comparaître.

"*Environ 12.000 employés ont décidé de ne pas se présenter (...) et ont donc été licenciés en leur absence*", a annoncé Amplats, filiale d'Anglo American, dans un communiqué.

Un mineur de 21 ans, qui refuse de donner son nom, a montré à l'AFP le sms reçu sur son téléphone portable: "*En conséquence de votre absence à l'audience où vous deviez expliquer votre participation à une action de grève illégale, la société a pris la décision de vous licencier en votre absence. Vous avez trois jours pour faire appel*".

L'entreprise, dont tous les puits du bassin de Rustenburg sont bloqués depuis le 12 septembre, avait déjà lancé plusieurs ultimatums à ses employés, les sommant de reprendre le travail sous peine de licenciement. Les ultimatums avaient jusqu'à présent été repoussés à chaque fois.

"*Je ne ferai pas appel*", a réagi le jeune mineur, en affirmant qu'il n'était pas en grève, mais qu'il avait peur des représailles s'il reprenait le travail: "*Ces gens sont en colère, et si je vais au travail, ils savent qui je suis dans le shack (bidonville) et ils vont me tuer, c'est sûr à 100%*".

Les grévistes, dont le mouvement ne respecte pas les procédures du droit du travail sud-africain, réclament de substantielles augmentations de salaire.

Jeudi soir, un mineur a de nouveau été tué dans des affrontements entre employés d'Amplats et policiers à Rustenburg.

"*Nous ne pensions pas que les choses en arriveraient là*", a déploré un représentant des grévistes, Gadhafi Mdoda, "*ils ne nous laissent pas le choix. Notre grève a été pacifique mais ils commencent à tuer des innocents*".

La grève à Amplats avait tout de même fait cinq morts en début de semaine, dans des circonstances qui restent à élucider.

"*On ne reculera pas, peu importe ce qu'ils disent ou ce qu'ils font, on se battra jusqu'à la dernière goutte de sang*", a renchéri l'un des animateurs du mouvement, Mametlwe Sebei.

Depuis une semaine, les mineurs d'Amplats, relativement pacifiques jusque là, semblent s'engager dans un bras de fer sans merci.

Les menaces à peine voilées proférées vendredi aux non-grévistes n'augurent rien de bon. "*Ceux qui vont au travail sont responsables de la mort des autres*", a lancé l'un des leaders du mouvement, promettant que "*personne ne dormira la nuit prochaine car nous devons contrôler les gens qui vont au travail*".

Il a ensuite donné rendez-vous à tous samedi à 07H00 (05h00 GMT) pour un nouveau meeting suivi d'une marche jusqu'au lieu du décès de la victime de jeudi pour y prier.

Tandis que l'impasse semble totale chez Amplats, une lueur d'espoir est apparue cette semaine pour les mines d'or où le mouvement a fait tâche d'huile.

La Chambre des mines a accepté, sous la pression, de tenter de débloquer la situation et de proposer sans tarder des hausses de salaires.

La crise sociale a été exacerbée par la fusillade de Marikana, où la police a abattu 34 mineurs en grève le 16 août sur un site de platine exploité par Lonmin.

Depuis deux semaines, les transporteurs routiers ont également cessé le travail pour réclamer de meilleurs salaires, ce qui porte à environ 100.000 le nombre de salariés en grève dans le pays, selon un décompte de l'AFP.

Commentaire.

A quand le même sort pour les jaunes en France, pour les Chérèque et Cie ? Encore un peu de patience, leur tour viendra. En Inde, c'est pareil, quand une grève est déclarée, gare à celui qui va travailler, un bus ou un camion qui roule et il est brûlé, c'est systématique, normal, non ?

En Afrique du Sud aussi, le premier syndicat est un syndicat jaune. On pourrait se demander pourquoi, on peut le comprendre en France parce que le prolétariat s'est embourgeoisé, donc le mouvement ouvrier aussi, mais en Afrique du Sud, cela s'explique parce que le syndicat majoritaire organise des travailleurs percevant de rémunérations supérieures encore à bien des travailleurs de ce pays, de plus il est issu de l'ANC qui est un parti bourgeois, donc qui dispose de fonds considérables pour corrompre le mouvement ouvrier. Je rappelle que la CFDT est le premier syndicat en France, il revendique plus de 800.000 adhérents.

Nos frères africains, je parle au nom des travailleurs indiens, ont tellement des conditions de vie épouvantables, qu'ils doivent être comme nous exaspérés, profondément maheureux, au bord du désespoir, c'est peu dire, sur les nerfs, notre vie est un véritable cauchemar au quotidien, on est prêt à se battre, à tuer et à se faire tuer tellement la tension est grande, flotte dans l'air en permanence, ils ont notre total soutien...

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 5 octobre 2012

9% des salariés allemands cumulent deux emplois pour vivre. (06.10)

Le miracle économique allemand a une face cachée : de plus en plus de ménages sont obligés de cumuler deux emplois pour joindre les deux bouts.

Un seul emploi ne suffit pas toujours pour vivre. En Allemagne, le nombre de personnes cumulant deux emplois a plus que doublé en huit ans, à presque 9% des salariés, selon des chiffres diffusés vendredi par l'Agence allemande pour l'emploi. Signe que le miracle économique allemand a une face cachée.

En juin 2003, quelque 1,6 million de salariés avaient un deuxième emploi, soit 4,3%, a détaillé l'agence, confirmant une information du journal régional Saarbrücker Zeitung. Huit ans plus tard, en juin 2011, ce nombre a grimpé à 2,5 millions de personnes, soit 8,8% de l'ensemble des salariés. Un pourcentage resté à peu près stable en mars 2012, selon les données de l'Agence pour l'emploi. Cette statistique a grimpé jusqu'à 9% et presque 2,6 millions de salariés sur le deuxième semestre de 2011 avant de refluer un peu.

Aucune précision n'est donnée par l'Agence sur l'emploi sur la nature de ces jobs d'appoint ni sur les raisons qui poussent les salariés à prendre un second emploi. Selon Sabine Zimmermann, spécialiste du marché du travail du parti de gauche radicale Die Linke, citée dans le Saarbrücker Zeitung, ces chiffres "*montrent clairement, que l'argent gagné avec un emploi ne suffit plus pour vivre*". Le marché du travail allemand a été profondément réformé au début des années 2000 pour lui faire gagner en souplesse.

Selon des experts, ces réformes ainsi que la multiplication de "*mini-jobs*" précaires et mal rémunérés ont contribué à faire baisser le taux de chômage allemand ces dernières années. En septembre, le chômage touchait en Allemagne 6,5% de la population active, un taux très inférieur à la moyenne européenne.

Commentaire.

Et à qui ces travailleurs pauvres doivent-ils dire merci ? Au SPD et aux dirigeants syndicaux qui ont léché les bottes de Schröder, ainsi qu'à tous ceux qui les ont soutenus en Europe, et qui les soutiennent toujours, inutile de les citer, vous les connaissez aussi bien que moi.

Un article de Reuters du 11 octobre 2012

Forte hausse des défaillances de grandes entreprises. (12.10)

Les défaillances d'entreprises en France devraient rester stables autour de 60.000 pour la troisième année consécutive en 2012, une évolution qui masque cependant une forte hausse chez les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises, estime la Coface.

Dans une étude publiée jeudi, l'assureur crédit fait état d'une baisse globale de 1,8% des défaillances sur les huit premiers mois de l'année, à 38.297, mais d'une hausse de 34% à fin août pour la catégorie des ETI (à partir de 250 salariés) et des grandes entreprises (plus de 5.000 salariés).

Conséquence directe de cette évolution, le coût (calculé en encours fournisseurs) de ces défaillances, qui ont touché ces derniers mois des groupes établis comme le volailler Doux ou le spécialiste des spiritueux Marie Brizard, a augmenté de 16,8% à 4,5 milliards d'euros sur les douze derniers mois à fin août.

Le nombre d'emplois menacés a progressé dans le même temps de 3,3% à 197.976, essentiellement du fait des près de 9.000 emplois supprimés lors des liquidations du transporteur Mory Team et de la société de sécurité Neo Security.

La Coface souligne que le recul global enregistré sur les huit premiers mois de 2012 est le seul fait des entreprises individuelles (-8,1%), et dans une moindre mesure des micro-entreprises (-1,9%) et des TPE (-3,9%).

L'assureur crédit n'est pas optimiste pour la fin de l'année en soulignant que la stagnation de l'activité qui se prolonge pèse sur des entreprises françaises qui n'ont globalement pu se refaire une santé financière lors de la courte reprise de fin 2009 à début 2011.

"*La crise enfle progressivement et on ne voit pas de signe de résorption*", a déclaré Jean-Marc Pillu, directeur général de la Coface, en s'inquiétant que le nombre de défaillances des ETI et des grandes entreprises, traditionnellement plus solides, retrouve le même rythme que lors du pic atteint en 2009.

La Coface anticipe un rythme mensuel de défaillances qui remonterait à 5.000 pour un exercice 2012 qui s'achèverait sur un total proche de la barre des 60.000 touchée ces deux dernières années.

Seul un rebond de la consommation permettrait d'enrayer la tendance, l'évolution de cet indicateur étant étroitement corrélé aux défaillances d'entreprises dans l'économie.

La Coface s'est par ailleurs livré à une comparaison France-Allemagne qui fait apparaître que les défaillances d'entreprises sont beaucoup moins nombreuses outre-Rhin, de l'ordre de 40% en 2011, mais beaucoup plus coûteuses (20 milliards d'euros contre 14,3 milliards en France).

La taille des entreprises, plus grande en Allemagne - qui compte 18% de TPE et PME contre 6% en France -, explique en partie ces différences.

L'assureur crédit y voit trois autres raisons : un cadre juridique plus favorable aux créanciers en Allemagne, qui incite sans doute les entrepreneurs à plus de prudence, des entreprises plus solides financièrement et enfin des financements externes plus stables qu'en France.

un article du **Nouvel Observateur** du 11 octobre 2012

OGM : Séralini reçoit le soutien de chercheurs internationaux. (13.10)

Des scientifiques dénoncent, dans une lettre ouverte, les obstacles dressés par les industriels et les Etats contre la recherche indépendante.

Le site d'information "*Independent Science News*" a décidé de prendre part au débat sur les OGM. Le 2 octobre, il a publié une "*lettre ouverte*" de soutien au chercheur français Gilles-Eric Séralini, auteur d'une étude sur la toxicité du maïs OGM NK 603 sur les rats, qui a déclenché une vive polémique dans la communauté scientifique et les médias.

Le texte, intitulé "*Séralini et la science*", rédigé par sept chercheurs internationaux, signé par une vingtaine d'autres et traduit en français, profite de l'affaire Séralini pour pointer les nombreux obstacles auxquels se heurtent les scientifiques qui souhaitent mener des études indépendantes, dès lors que d'importants intérêts économiques entrent en jeu. "*L'étude de Séralini et l'attention médiatique qui en résulte font ressortir des difficultés fondamentales qui se posent à la science dans un monde de plus en plus dominé par l'influence des grandes sociétés*".

Parmi les "*difficultés fondamentales*" pointées :

- Les "*attaques de longue date contre les études faisant état de risques*". Selon les auteurs, "*Séralini et ses collègues ne sont que les derniers d'une série de chercheurs dont les travaux déclenchèrent des campagnes de harcèlement bien orchestrées*". Parmi les victimes : Ignacio Chapela, le biochimiste Arpad Pusztai ou encore le professeur d'embryologie moléculaire Andres Carrasco.
- Le "*rôle des médias scientifiques*". Le texte souligne que dans leur couverture de l'étude de Séralini, "*les segments incontestablement les plus prestigieux des médias scientifiques – " Science ", le " New York Times ", " New Scientist " et le " Washington Post" – omirent tous de faire contrepoids aux critiques*".
- La "*responsabilité réglementaire*". Selon les auteurs, la plupart des organismes de contrôle (EFSA, FDA...) "*ont avalisé des protocoles prévoyant peu ou pas de moyens de détecter les effets négatifs des OGM*". Alors que la validité du protocole utilisé par l'équipe de Gilles-Eric Séralini n'a pas été validé.
- La complicité de l'Etat qui "*utilise la science seulement quand cela l'arrange*".

Ces critiques ont déjà été entendues dans le débat sur l'étude de Gilles-Eric Séralini. Mais elles proviennent cette fois de chercheurs qui se sont parfois heurtés aux mêmes obstacles, et qui en tirent l'implacable leçon suivante : "*Si, au départ, l'évaluation scientifique d'un produit est un processus d'approbation biaisé en faveur du requérant, appuyé par l'élimination systématique du travail de scientifiques indépendants oeuvrant dans l'intérêt public, cela exclut toute possibilité de tenir un débat honnête, raisonné ou scientifique.*"

Un article de Reuters du 12 octobre 2012

Les banques centrales forcent à sortir du monétaire. (13.10)

JP Morgan Asset Management estime que les politiques monétaires ultra-accommodantes des banques centrales contraignent de plus en plus d'investisseurs à réduire leur cash pour trouver du rendement sur les marchés de la dette privée d'abord et, sous certaines conditions, de la dette souveraine de pays comme l'Espagne ou l'Italie ensuite.

(Voilà à quoi a servi les milliers de milliards de dollars ou d'euros que les banquiers ont reçu des banques centrales : spéculer et s'enrichir sur les entreprises, les particuliers et les Etats obligés de s'endetter. -Ndlr)

Bob Michele, responsable de la gestion globale taux chez JP Morgan AM, a expliqué vendredi que les grandes banques centrales avaient procédé à un "*changement historique*" de leurs politiques monétaires et qu'elles privilégiaient désormais la croissance et l'emploi au détriment de la stabilité des prix par des moyens non conventionnels et des taux directeurs à zéro, ou proches de zéro.

(Traduction : Ils sont prêts à financer à nouveau l'économie à partir du moment où leurs plans de réduction du coût du travail auront mis en oeuvre, tandis que les prix augmenteront étrangement un peu plus les travailleurs... - Ndlr)

Il constate que les bilans de la Réserve fédérale, de la Banque centrale européenne (BCE), de la Banque d'Angleterre ou de la Banque du Japon ont atteint des niveaux record à la mesure de la surabondance de liquidités déversées dans l'économie et les marchés.

Selon les chiffres de JP AM, le bilan de la BCE représente plus de 30% du produit intérieur brut de la zone euro comme celui de la Banque du Japon. Celui de la Fed atteint 25% du PIB américain.

(Si on en juge par la situation aux Etats-Unis, c'est suffisant pour contrôler l'économie ainsi que le pouvoir politique de l'UE. -Ndlr)

"La nature des politiques de la Fed et de la BCE leur donnent des moyens suffisants pour compenser l'austérité budgétaire et le mouvement mondial de désendettement", a souligné Bob Michele au cours d'une conférence à Paris.

(Il a raison de citer les politiques de la Fed et de la BCE sans établir de distinctions, puisque ce sont exactement les mêmes. Il confirme ainsi que la BCE est bien la succursale européenne du cartel internationaux des banquiers de la Fed. - Ndlr)

"La perspective de taux zéro pour une période prolongée forcent les investisseurs à sortir du monétaire pour aller sur l'obligataire. Les taux vont rester bas et les écarts de taux(spreads) continuer de se resserrer", ajoute-t-il.

Il sous-pondère les emprunts d'Etat, notamment les plus sûrs, et leur préfère les obligations d'entreprises notées de la catégorie investissement (IG). Viennent ensuite le crédit de la catégorie spéculative (haut rendement, high yield), les produits titrisés, les obligations sécurisées et en dernier lieu un peu de dette émergente.

(Dans la vidéo sur la monnaie qui figure dans le site, ils disent que l'émetteur d'obligations les paient deux fois plus les intérêts, sans que je sois en mesure pour le moment d'expliquer pourquoi elles sont payées deux fois, je ne suis pas économiste de formation, j'apprends au fur et à mesure. - Ndlr)

Comme bon nombre d'intervenants de marché, Bob Michele estime que, par la "*répression financière*", c'est-à-dire des politiques visant à obtenir des taux réels négatifs (taux nominaux moins l'inflation) sur les emprunts d'Etat sans risque (Bunds allemands, Treasuries américains, etc.), les banques centrales cherchent à soutenir les cours des actifs risqués comme le crédit.

(Qu'ils continuent d'utiliser tous les outils ou mécanismes qu'ils ont créés pour spéculer, n'a rien de surprenant. Il y a là une hypocrisie, certes ils prêtent à certains Etats à des taux négatifs ou proche de zéro, mais en attendant ils continuent de s'endetter... à l'infini, c'est le but du jeu pour mieux se les soumettre, pour ensuite gouverner à leur place. - Ndlr)

Un article de lexpress.fr du 12 octobre 2012

L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances. (13.10)

Alors que le FMI suggère de lever le pied sur la rigueur dans certains pays, Wolfgang Schäuble rappelle qu'il n'est pas question de renoncer aux objectifs budgétaires.

C'est un rappel à l'ordre, en bonne et due forme. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a estimé vendredi qu'il n'y avait pas "d'alternative" à la réduction de la dette des Etats de la zone euro après que la patronne du FMI a appelé à donner plus de temps à la Grèce pour assainir ses comptes publics. "*Il n'y a pas d'alternative à la réduction à moyen terme des dettes des Etats qui sont trop élevées, notamment et bien entendu pour l'euro et la zone euro dans son ensemble*", a déclaré à Tokyo le ministre allemand lors d'un débat avec la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, à Tokyo.

(Il a raison à sa façon, il n'y a pas d'autre "d'alternative" que le socialisme ! Ils ont bien manoeuvré pour en arriver à cette situation là, pour déclarer finalement qu'il faut faire avec. Cela leur permet du même coup de placer les Etats de l'UE sous leur tutelle, pour ensuite confisquer tous leurs pouvoirs politiques. - Ndlr)

"*Bien entendu, avec une monnaie unique, la pression sur la compétitivité est très forte pour tous les pays*", a ajouté M. Schäuble, ajoutant que le chômage est aussi une "*conséquence de politiques budgétaires qui ne sont pas solides*". Renoncer à cet objectif ne fait que "*créer de la confusion mais pas de la confiance*", a-t-il souligné, lors d'un débat brièvement interrompu par un séisme de magnitude 5 qui s'est produit dans le nord-est du pays et a été légèrement ressenti à Tokyo.

(Admirez le cynisme ! Il enfile des contrevérités. Ce qu'il entend par "*confusion*", c'est la résistance ou la mobilisation des masses à ces "*politiques budgétaires*" qui peut contraindre les gouvernements à freiner leur offensive ou reculer. Quant à la "*confiance*" à laquelle il fait allusion, elle concerne les banquiers dont il est le porte-parole, et qui leur sera acquise définitivement que lorsqu'ils auront institué un gouvernement mondial une fois toute résistance des masses vaincue, ce qui nécessiteraient de leur ôter tout droit politique, de détruire leurs organisations et partis ou de les intégrer à l'Etat, c'est l'objectif final qu'ils poursuivent. - Ndlr)

Jeudi, Mme Lagarde a jugé nécessaire d'accorder à la Grèce un délai supplémentaire de deux ans pour qu'elle atteigne les objectifs de réduction des déficits publics fixés par ses bailleurs de fonds internationaux. "*Au lieu d'une réduction frontale et massive, il est parfois préférable d'avoir un peu plus de temps étant donné que beaucoup de pays sont actuellement engagés dans des politiques de réduction des déficits*", avait expliqué la patronne du FMI. Vendredi, elle a toutefois récusé tout changement de philosophie sur les programmes d'austérité en cours en Europe. "*Nous n'avons pas du tout changé notre approche*", a-t-elle déclaré.

(Ce qu'on a du mal à imaginer ou à admettre, c'est qu'ils sont animés par une détermination sans faille et un cynisme sans limite. C'est leur point fort. - Ndlr)

Le ministre allemand est par ailleurs revenu sur la visite mouvementée de la chancelière Angela Merkel mardi en Grèce, qui a été marquée par des manifestations. "*Je suis toujours préoccupé par les protestations mais si vous prenez des décisions en tenant compte des manifestants vous n'aurez jamais une politique viable*", a estimé M. Schäuble. Rappelant que 15.000 personnes avaient défilé à Athènes, le ministre s'est faussement interrogé: "*Est-ce que c'est une majorité?*" "*En démocratie, c'est la majorité qui décide. Une minorité peut protester mais ce sont les dirigeants politiques qui prennent les décisions*", a-t-il ajouté.

(Il n'aurait pas fait pâle figure comme ministre des Finances des nazis. Vous avez là leur définition de la démocratie exposée sur un ton sibyllin : la majorité appartient à ceux qui détiennent le pouvoir économique, ceux qui ne la détiennent pas appartiennent à la minorité, et par conséquent ne doivent posséder aucun pouvoir politique susceptible d'inverser le cours des choses, seules les dirigeants politiques représentant cette majorité ont le droit de prendre des décisions, de détenir le pouvoir, absolu de préférence. - Ndlr)

Un article de 20minutes.fr du 12 octobre 2012

Dettes publiques: Quand la directrice du FMI Christine Lagarde évoque les « temps de guerre ». (13.10)

La dette publique accumulée par les pays riches s'approche des niveaux atteints en "temps de guerre", a estimé vendredi la directrice générale du FMI Christine Lagarde, estimant que cet "obstacle" ne pourra être surmonté qu'en empruntant "un chemin étroit".

(En 1939, ils les contraignirent ensuite à faire la guerre et à s'endetter auprès des banquiers de la Fed, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le taux d'endettement de la France avait bondi de plus de 530%, l'Etat dépendant financièrement entièrement des Américains, ce qui leur permettra de lui imposer le plan Marshall. Le "chemin étroit" figure le noeud coulant passé autour du cou de la population et des Etats. - Ndlr)

"Le plus grand obstacle (à la croissance, ndlr) sera sans doute l'immense héritage légué par la dette publique qui atteint maintenant en moyenne 110% (du produit intérieur brut, ndlr) dans les pays développés, quasiment un niveau de temps de guerre", a déclaré Mme Lagarde à Tokyo devant les représentants des 188 Etats-membres du Fonds, réunis en assemblée plénière.

(Parce que tous les Etats sont soumis à l'impérialisme américain où réside la Fed qui contrôle déjà l'économie des puissances occidentales. - Ndlr)

Selon les prévisions du FMI publiées cette semaine, la dette publique dans les pays développés devrait dépasser 110% cette année et 113% en 2013. Au Japon, ce ratio devrait s'élever à 236,6% en 2011.

D'après Mme Lagarde, s'attaquer à cette dette avec une croissance atone sera "incroyablement difficile" et nécessite de trouver "le bon rythme" de réduction des déficits. "C'est un chemin étroit, probablement un long chemin et pour lequel il n'existe pas de raccourcis", a-t-elle estimé.

(Le seul raccourci qui existe consisterait par commencer par raccourcir les banquiers, à les exproprier... - Ndlr)

La patronne du Fonds a par ailleurs de nouveau appelé à réformer un système financier qui "n'est toujours pas plus sûr" qu'au moment de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers en 2008, qui a déclenché la crise financière.

(Affirmation qui ne sert qu'à masquer que le FMI en est le porte-parole pour rendre plus crédible son discours ou qu'on la croit sur parole, tandis que la crise financière a donné lieu à une gigantesque manipulation de ce qu'on a appelé la crise financière, qui est du même niveau que le 11 septembre 2001 sur le plan politique, son complément sur le plan économique... - Ndlr)

"Les excès continus et les scandales montrent que la culture (de la finance, ndlr) n'a pas réellement changé", a déclaré Mme Lagarde.

(Même remarque que ci-dessus. C'est une imposture manifeste pour induire en erreur la population, le FMI a été créé sur commande par les banquiers de la Fed qui sont les principaux acteurs de ces "excès continus et (de ces) scandales". - Ndlr)

Le système "est encore beaucoup trop complexe, les activités sont encore trop concentrées dans de grands établissements", a-t-elle précisé, ajoutant que le spectre de banques "trop grandes pour faire faillite" (+too big to fail+) continuaient à "hanter" le secteur.

(Pure démagogie mais pas seulement. Pure démagogie parce que le cartel des banques de la Fed contrôlent en réalité des centaines ou des milliers de banques petites ou moyennes, en additionnant leur richesse elles constituent les plus gigantesque banques du monde. Pas seulement, parce qu'ils ont entrepris de réduire le nombre de banques afin de pouvoir mieux contrôler l'ensemble du système bancaire international ou dans chaque pays. - Ndlr)

Un article lepoint.fr du 12 octobre 2012

Les secrets inavouables d'un prix Nobel. (13.10)

Est-ce que le non-état de guerre vaut un prix Nobel de la paix ? On a beau être contents, on s'interroge.

On est contents, bien sûr. Il vaut mieux recevoir le prix Nobel de la paix qu'être déclassé par Standard & Poor's, recevoir le bonnet d'âne de l'illettrisme en Europe, figurer au rang des pays dont les prisons sont une honte ou se voir décerner le pompon du chômage. On est contents. Youpi ! On est Prix Nobel, on est tous Prix Nobel parce que l'Union européenne, c'est qui, sinon nous ? Qui va recevoir la breloque en notre nom ? Sans doute Herman Van Rompuy, qu'on adore et dont nul n'ignore qu'il est président du Conseil européen.

On est les champions de la paix. Pas forcément hors de nos frontières, où nous avons deux ou trois incursions à mettre à notre actif. Mais à l'intérieur, il faut reconnaître que ça fait un bon bout de temps qu'on ne se bat plus entre nous et que la France et l'Allemagne font tous les efforts possibles pour s'entendre ou faire semblant, ce qui est encore plus méritoire.

N'oublions pas que le comité Nobel est norvégien

Est-ce que le non-état de guerre vaut un prix Nobel de la paix ? On a beau être contents, on s'interroge. Les jurés du comité Nobel ont-ils cru que l'entente européenne est à ce point fragile qu'il faille la consolider d'un prix d'encouragement ? Pensent-ils que les relations entre les gouvernements européens sont à ce point tendues qu'on doive les lubrifier avec la pommade d'un prix ?

Autrement dit, est-ce pour se moquer d'une Europe à la ramasse que le Comité nous a affublés d'un tel honneur que personne ne s'explique ? N'oublions pas que le comité Nobel est norvégien, que la Norvège n'appartient pas à l'Union européenne et qu'elle n'a aucune, mais alors aucune intention d'y entrer. On comprend mieux.

Un article Le Monde.fr avec AFP et Reuters du 14 octobre 2012

Pour le Medef, " nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan". (16.10)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, décrit l'état de l'économie française en des termes très inquiétants, dans un entretien à paraître lundi 15 octobre dans Le Figaro, et demande au gouvernement de provoquer en urgence un "*choc de compétitivité*" pour ne pas devenir "*l'homme malade de l'Europe*".

"Nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan, s'écrit Mme Parisot. Certains patrons sont en état de quasi-panique", dit-elle en soulignant qu'aucun secteur d'activité "n'affiche de prévisions autres que pessimistes jusqu'à la fin de l'année." "Nous assistons à une défiance généralisée des investisseurs, résidents comme non-résidents. Lorsque, pour investir, ils ont le choix entre plusieurs pays, les grands investisseurs étrangers excluent maintenant la France d'emblée", assure-t-elle.

La France a connu récemment un recul de ses parts de marché dans le commerce mondial plus fort que certains de ses voisins. Après trois trimestres de stagnation, l'économie française est menacée de deux autres trimestres de croissance nulle, selon l'Insee.

"UN VENT DE FRONDE SE LÈVE DE PARTOUT"

Le gouvernement a chargé l'ancien président d'EADS Louis Gallois de remettre un rapport sur la compétitivité début novembre. Laurence Parisot attend de pied ferme ce document qui, dit-elle, provoquera une déception "*immense*" chez les patrons d'entreprises "*si un homme tel que Louis Gallois, qui fut un très grand chef d'entreprise et capitaine d'industrie, ne montre pas comment créer un véritable sursaut, ce que l'on appelle un choc de compétitivité*". "*Il y a dix ans, l'Allemagne était l'homme malade de l'Europe et si nous ne faisons rien, bientôt ce sera au tour de la France*", met-elle en garde. Sitôt le rapport remis, un séminaire gouvernemental fixera un agenda de réformes et le Haut conseil du financement de la protection sociale, installé le mois dernier, sera saisi.

En guise de solution, Mme Parisot préconise un choc "*court (...) sur deux ans, trois ans maximum*" et non sur l'ensemble du quinquennat car "*le décrochage de la France est trop sérieux*". Elle demande que "*choc*" passe par une baisse des dépenses publiques et une baisse des charges des entreprises, salariales et patronales, de 30 milliards d'euros, ce qui serait "*le minimum pour réduire l'écart avec l'Allemagne*". Cette baisse serait financée en augmentant "*légèrement la CSG et la TVA hors produits de première nécessité*". "*Cette hausse des impôts indirects serait compensée par les deux premières baisses de cotisations*", calcule-t-elle, estimant qu'il "*est possible de financer une telle somme sans pénaliser le pouvoir d'achat des salariés*".

LE GOUVERNEMENT PRÉFÈRE UNE "TRAJECTOIRE DE COMPÉTITIVITÉ" À UN CHOC

Mais selon une source gouvernementale, citée anonymement par Reuters, va privilégier une "*trajectoire de compétitivité*" et non pas un choc, craignant de tuer tout espoir de reprises en taxant les ménages. "*Rien n'est tabou, on regarde toutes les options. Et on regarde tous les impacts macroéconomiques : si c'est pour faire un transfert dont l'impact sera plutôt récessif, ce n'est pas ce qu'on cherche.. Dans le 'choc', il peut aussi y avoir un effet choc récessif*", explique cette source proche du premier ministre.

Une forte hausse de la TVA ou de la CSG qui compenserait une baisse des charges des entreprises est une piste vivement combattue au sein du Parti socialiste par des économistes comme Karine Berger, chargée de l'économie, et le député Pierre-Alain Muet ou par le ministre du travail, Michel Sapin

Dans son entretien, Mme Parisot est également revenue sur le mouvement des "*pigeons*", ces entrepreneurs qui ont obtenu du gouvernement qu'il amende son projet de hausse de la fiscalité sur la cession de parts d'entreprises. Elle estime que, même modifié, le projet est "*inacceptable*" sous certains aspects, parlant d'"*erreur économique fondamentale et désastreuse*". "*Aujourd'hui, un vent de fronde se lève de partout, aussi bien des TPE que du CAC 40, a martelé la patronne du Medef. Cela va bien au-delà d'une jacquerie fiscale. Si la coupe est pleine, c'est qu'aucun relais ne valorise l'entrepreneur en France*". Et chez les entrepreneurs, "*nombreux sont ceux qui se posent la question de rester ou de partir*".

Vous avez sous les yeux la confirmation de ce que j'ai exposé les derniers jours, avant la publication de cet article et ceux sur le FMI, je le précise, car c'est trop facile de commenter après coup et de prétendre ainsi comprendre l'évolution de la situation, ce que la plupart des dirigeants s'emploient à faire sans que les militants ne le relèvent.

un article de L'Expansion.com avec AFP du 14 octobre 2012

Banques centrales: Lagarde craint une "surchauffe" dans les pays émergents. (16.10)

Cette mise en garde de Christine Lagarde a clôturé l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenait à Tokyo.

La patronne du FMI Christine Lagarde a mis en garde ce dimanche contre le risque de "surchauffe" qui menace les économies émergentes en raison de l'action des banques centrales aux Etats-Unis ou en Europe. Elle relayait ainsi l'inquiétude de plusieurs pays dont le Brésil.

"Les politiques monétaires accommodantes (dans les pays développés, ndlr) pourraient alimenter des flux de capitaux volatils vers les économies émergentes", a déclaré Christine Lagarde en clôture de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenait à Tokyo.

D'après elle, cette tendance est "*clairement accentuée*" par les taux d'intérêt élevés en vigueur dans les principales puissances émergentes, synonymes de rendement élevés pour les investisseurs.

La conjugaison de ces facteurs "*pourrait restreindre la capacité de ces économies à absorber ces potentiels vastes flux de capitaux et conduire à une surchauffe, à la formation de bulles financières et à la naissance de déséquilibres financiers*", a-t-elle déploré.

Pour lutter contre le ralentissement économique, plusieurs banques centrales - Fed aux Etats-Unis, BCE en Europe, BoJ au Japon - ont assoupli leurs politiques monétaires, en injectant massivement des liquidités dans le circuit financier et en abaissant leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro.

Certains pays émergents estiment toutefois que ces actions déstabilisent leur économie, en alimentant des flux spéculatifs dans leur pays et en dopant artificiellement leur monnaie au détriment de leurs exportations.

Dans son discours dimanche, la directrice du Fonds a tenté un difficile exercice d'équilibriste en essayant de ménager les deux camps.

Tout en pointant ces risques de "surchauffe", Christine Lagarde a ainsi tenu à rendre hommage à l'action des banques centrales, "*légitime*" et "*nécessaire*" pour relancer l'activité dans les pays riches. "*Nous avons vu de solides initiatives prises par les banques centrales que le FMI salue au plus haut point comme des contributions majeures à la stabilité*", ainsi déclaré la patronne du Fonds, réitérant une prise de position déjà connue.

Fin septembre à Washington, elle avait estimé que le programme de rachat d'obligations publiques annoncé par la Banque centrale européenne (BCE) marquait un "*tournant*" dans la crise.

Dimanche à Tokyo, elle a toutefois reconnu que l'impact de ces politiques monétaires sur la "*crédibilité*" et "*l'indépendance*" des banques centrales restait "*incertain*", à l'issue d'une assemblée annuelle qui a fait apparaître de profondes lignes de fracture au sein du Fonds.

Régulièrement pointée du doigt par les émergents, la Banque centrale américaine (Fed), qui a injecté plus de 2300 milliards de dollars de liquidités depuis 2008, a répondu dimanche à ses détracteurs en défendant l'inocuité de sa politique.

"Les liens de cause à effet entre la politique monétaire de pays à l'économie avancée et les flux de capitaux internationaux sont plus lâches qu'on l'affirme parfois", a affirmé le président de la Fed, Ben Bernanke, dans un discours à Tokyo. Très en pointe dans ce débat, le ministre des Finances brésilien a, lui, laissé entendre que les effets collatéraux de cette politique "*seront peut-être pires que les résultats directs*".

"Les pays avancés ne peuvent pas espérer se débarrasser de la crise aux dépens des pays émergents", a déclaré Guido Mantega samedi dans la capitale japonaise, assurant que son pays prendrait "*toutes les mesures nécessaires*" pour se protéger contre l'afflux massif de capitaux.

Un article de **Nouvel Observateur** du 15 octobre 2012

"L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?" (16.10)

Les présidents de quatre associations caritatives françaises se mobilisent pour sauver l'aide alimentaire européenne.

Il ne reste plus que trois mois pour sauver l'aide alimentaire européenne. Avec la fin annoncée du programme européen aux démunis (PEAD), les associations caritatives risquent fort de perdre quelque 500 millions d'euros annuels qui leur permettent de distribuer des repas à 18 millions de personnes. Pour Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, cet abandon symbolise *"l'odieux qui se mêle au ridicule. L'odieux d'une Europe où grandit le chacun pour soi. Le ridicule de ce que coûte le PEAD : 1 euro par an et par Européen, ce qui est dérisoire"*.

En France, le PEAD représente en moyenne un tiers de l'aide alimentaire pour des organisations comme les Restos du Cœur, le Secours populaire ou la Croix Rouge. Le compromis obtenu par la France l'an dernier arrive à son terme et un nouveau programme doit être voté avant décembre 2012. Et sept pays, Allemagne en tête, renâclent manifestement.

Certains pays européens souhaitent que le nouveau dispositif s'appuie sur le fonds de cohésion sociale, actuellement doté de 360 millions d'euros, ouvert aux 27 pays membres de l'Union européenne. Encore faut-il que l'enveloppe budgétaire soit à la hauteur des enjeux. En l'état actuel, ce basculement représente une baisse considérable qui se double d'un risque majeur : la décision doit être prise à l'unanimité des 27.

Il s'agit désormais de convaincre : *"Ce n'est tout simplement pas possible de dire que, pour sauver les banques, l'Europe doit être solidaire mais que pour aider les plus pauvres, ce n'est pas la peine"*, estime Olivier Berthe, président des Restaurants du Cœur. Et de brandir le Nobel de la Paix attribué à l'Europe : *"Quel mérite en ont les dirigeants actuels ? On les jugera sur leurs actes !"*

Pour convaincre l'Allemagne, les associations souhaitent un engagement ferme des pouvoirs publics français : *"L'État doit passer à la vitesse supérieure"*. Rencontré mardi 2 octobre par le collectif associatif, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture – dont dépend le PEAD – s'est engagé à ce que la France trouve un *"nouveau véhicule juridique"* afin de pérenniser ce programme européen.

D'ici 2020, l'Europe affiche le projet ambitieux de réduire d'un quart la pauvreté : *"C'est difficile de commencer en cassant les dispositifs qui fonctionnent"*, se désole Olivier Berthe. Le programme *"Europe Against Poverty"* serait doté de 2,5 milliards d'euros sur sept ans quand il faudrait 3,5 milliards pour simplement maintenir l'aide à son niveau actuel. Dans une Europe où la crise fait exploser la pauvreté, les besoins sont estimés à 4,5 milliards d'euros.

Commentaire.

Les intentions des présidents de ces associations sont certes généreuses, mais lorsqu'il s'agit de remettre en cause les origines de la pauvreté, l'existence du capitalisme, ils répondent à leur tour aux abonnés absents, à croire que la pauvreté serait leur fond de commerce et qu'ils n'auraient pas envie de s'en séparer.

Les auteurs de l'appel à l'unité contre le TSCG sont sur la même ligne si vous prenez le temps de lire attentivement et d'y réfléchir, leur stratégie s'inscrit dans la même perspective qui n'a rien à voir avec le combat pour en finir avec le capitalisme ou pour le socialisme.

Un article lefigaro.fr du 16 octobre 2012

Les dépenses militaires en Asie explosent. (17.10)

Les équilibres stratégiques sont en passe d'être durement bousculés. Pour la première fois en 2012, les dépenses de défense des pays d'Asie devraient dépasser celles de l'Europe. Dans la région, elles ont doublé au cours de la dernière décennie, et même quadruplé en Chine, selon une étude du Center for Strategic and International Studies (CSIS) américain.

Le total des budgets militaires des cinq premiers pays de la région en ce domaine - Chine, Inde, Japon, Corée du Sud et Taïwan - a atteint 224 milliards de dollars en 2011, selon le CSIS. Soit presque le double des dépenses de 2000. À eux cinq, ils totalisent 87 % des budgets de la zone. Cela en fait les plus gros acteurs pour l'effort de défense au monde. Cette croissance n'est pas linéaire sur la décennie, puisqu'elle s'est nettement accélérée depuis 2005. La crise financière débutée en 2008 n'a pas freiné les ardeurs.

La Chine est centrale

Au sein de cet effort de défense régional, la part de la Chine ne cesse d'augmenter, passant de 20 % en 2000 à 40 % en 2011. En 2005, la Chine a dépassé le Japon comme premier budget militaire d'Asie, et occupe désormais le deuxième rang mondial, derrière les États-Unis. Sur la décennie, en moyenne, le budget de défense chinois a augmenté de 13,4 %, un rythme au moins trois fois supérieur à celui de ses voisins. En 2011, Pékin a ainsi consacré près de 26 milliards de dollars aux dépenses d'investissement (achat de matériels, recherche et développement...), contre 7 milliards dix ans auparavant. L'effort chinois doit être relativisé, à l'aune du rattrapage nécessaire. Le rapport note ainsi que la Chine est passée de 5 000 dollars dépensés par soldat en 2000 à plus de 23 000 l'an passé, ce qui reste inférieur à tous les autres pays.

Dans ce mouvement, la Chine est donc centrale. Nombre de budgets de défense asiatiques enflent en réaction à cette émergence militaire.

Redéploiement américain

On l'a vu récemment avec le Japon, qui se pose la question de relever son effort militaire, sur fond de tensions avec Pékin autour des îles Senkaku-Diaoyu. Et avec l'Inde, «*inquiète*» des délais de livraison d'un porte-avions par la Russie alors que la marine chinoise vient de se voir remettre le sien. Le budget indien a progressé de 47,6 % sur l'ensemble de la période.

Pour le think-tank américain, face à cette bascule de l'acquisition de puissance militaire de l'Europe vers l'Asie, «*la stratégie des États-Unis de rééquilibrage vers la région Asie-Pacifique devrait se poursuivre*». En juin, les États-Unis ont annoncé leur intention de redéployer la plus grande partie de leurs forces navales dans l'océan Pacifique d'ici à 2020. Il ne s'agit que de la traduction militaire de la nouvelle stratégie dite du «*pivot*», présentée par Barack Obama en novembre dernier, et qui consiste à tourner les États-Unis vers l'Asie et la région Pacifique.

Un article de Reuters du 16 octobre 2012

Cuba lève les restrictions de déplacement à l'étranger. (17.10)

Le régime communiste au pouvoir à La Havane lèvera en janvier les restrictions de déplacement imposées depuis plus d'un demi-siècle aux Cubains désireux de se rendre à l'étranger. Cette initiative historique, dévoilée mardi par le journal Granma, organe du Parti communiste cubain, s'inscrit dans le cadre de la première grande réforme de l'immigration de l'île par le président Raul Castro, au pouvoir depuis février 2008.

Les autorités cubaines ont imposé ces restrictions de déplacement à l'étranger en 1961 pour tenter d'enrayer un exil provoqué par l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro deux ans plus tôt.

A partir du 14 janvier, les Cubains n'auront plus à franchir les nombreux obstacles administratifs ni à présenter de lettre d'invitation pour aller à l'étranger. Il leur suffira de présenter un passeport et un visa du pays de destination.

La durée de séjour à l'étranger sans perte de droits ni de propriété passe de 11 à 24 mois, avec possibilité de reconduction, précise Granma.

Cela permet en théorie aux Cubains d'aller travailler hors de l'île et de rentrer au pays lorsqu'ils le souhaitent, mais ils devront toutefois encore obtenir des visas pour se rendre dans la plupart des pays étrangers.

"ça fait des années qu'on attend une loi sur les voyages à l'étranger. C'est un grand pas en avant qui nous permettra d'économiser de l'argent et simplifiera les démarches", estime Rafael Pena, employé de bureau à La Havane.

Ces mesures ne s'appliquent toutefois pas aux catégories professionnelles considérées comme sensibles, par exemple les médecins. "Les mesures destinées à protéger le capital humain créé par la révolution du vol des talents pratiqué par les puissantes nations resteront en vigueur", souligne Granma.

Certains analystes pensent néanmoins que cette législation est un énorme pas en avant. "C'est vraiment important pour l'avenir de la révolution cubaine", résume Hal Klepak, spécialiste de Cuba et professeur d'histoire et de questions militaires au Collège militaire royal du Canada.

Julia Sweig, experte des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine au Council on Foreign Relations, un groupe de réflexion basé à Washington, juge aussi cette mesure positive.

"Les mesures si attendues sur les déplacements à l'étranger apportent un minimum de rationalité à ce qui a longtemps été une source profonde de mécontentement politique" à Cuba, dit-elle.

Pour Sarah Stephens, directrice du Centre pour la démocratie aux Amériques, un groupe de pression opposé à l'embargo des Etats-Unis sur Cuba, cette réforme "répond aux plus fortes attentes de la population cubaine, à savoir pouvoir quitter l'île et y retourner en toute liberté".

"Non seulement cela donne aux Cubains une plus grande autonomie mais c'est aussi une promesse d'une économie plus dynamique en augmentant les flux d'argent de l'étranger et le nombre de Cubains qui feront des allers et retours", dit-elle.

"Comme la décision de légaliser l'achat et la vente de maisons et de voitures pour les particuliers, il s'agit là d'une étape vers la levée des restrictions et l'ouverture de la société cubaine", ajoute-t-elle.

Un article de l'AFP du 16 octobre 2012

La crise à la CGT se dénoue: Thierry Lepaon adoubé pour succéder à Thibault. (17.10)

La crise de succession de Bernard Thibault s'est dénouée mardi : Thierry Lepaon a été adoubé par la direction, sur proposition du secrétaire général, pour lui succéder en mars, avec pour lourde tâche de rassembler un syndicat meurtri par des mois de querelles.

Devant la Commission exécutive (direction), M. Thibault a proposé la candidature de Thierry Lepaon, 52 ans, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese).

M. Lepaon, qui a commencé à travailler à 17 ans comme soudeur, s'est fait un nom comme défenseur des salariés de Moulinex en 2001.

Ce choix a été acquis "par 42 voix en faveur de Thierry Lepaon, sept abstentions et aucune voix contre", a précisé M. Thibault à l'AFP.

Certes l'avis de la commission exécutive n'est qu'"une étape dans le processus", a-t-il reconnu, puisque c'est le Comité confédéral national (CCN, parlement du syndicat) qui aura le dernier mot les 6 et 7 novembre.

C'est cette instance qui avait infligé un camouflet en mai au secrétaire général en rejetant sa candidate Nadine Prigent, plusieurs fédérations préférant Eric Aubin, monsieur retraite de la centrale.

Mais cette fois, M. Thibault est confiant: "Il est probable" que le CCN "reprenne à son compte" le choix de M. Lepaon. "Il me semble qu'avec un avis aussi massif, favorable de la commission exécutive, le cap est fixé", a-t-il fait valoir.

M. Lepaon apparaît comme une bouée de sauvetage alors que cadres et dirigeants souhaitent mettre un terme à la crise qui affaiblit le premier syndicat français au moment où le gouvernement socialiste a lancé le dialogue social. C'est au Congrès de Toulouse, du 18 au 22 mars, que Thierry Lepaon sera intronisé à la tête de la CGT.

Mais des proches de M. Aubin, qui se sont abstenus, estiment que M. Lepaon n'a apporté mardi "aucune clarification" sur son projet. "Il n'y a eu aucune réponse sur la question de la réorganisation de la direction et la façon dont il voit la CGT de demain", indique un dirigeant à l'AFP.

"Lui donner un blanc-seing, sans aucune garantie, ça pose un gros problème", ajoute-t-il.

"J'espère qu'avant le CCN, il sera amené à clarifier sa position, sinon on aura un CCN compliqué", prévoit-il.

M. Lepaon, qui apparaît comme le candidat par défaut, devra faire preuve de talent pour rassembler.

Pour M. Thibault, il a les qualités requises : "c'est quelqu'un qui sait faire travailler un collectif". "Il fait partie de ceux qui ont cette capacité de réunir l'organisation même lorsqu'elle est traversée de débats".

L'ex-chaudronnier est attendu en particulier sur une réforme de l'organisation de la direction, sujet qui a été abordé lors la Commission exécutive.

Pour ce qui est de la stratégie, M. Lepaon a déjà indiqué qu'il n'y aurait pas de rupture avec celle de M. Thibault, artisan de la modernisation de la CGT et de sa prise de distance vis-à-vis du PCF. "Il n'y aura pas de rupture entre ce qu'il a fait et ce que je ferai", a-t-il dit à l'AFP.

Bernard Thibault dirige la CGT depuis 1999. Depuis l'annonce en janvier par l'ex-cheminot qu'il ne briguerait pas à Toulouse un cinquième mandat, la course à sa succession s'est transformée en crise ouverte.

Désireux de voir une femme lui succéder, M. Thibault avait mis en avant l'ex-infirmière Nadine Prigent. Mais une grande partie des fédérations soutenait Eric Aubin, candidature récusée par M. Thibault. De son côté, Agnès Naton, directrice de NVO, le magazine de la CGT, s'était mise sur les rangs sans succès.

M. Thibault a conclu qu'aucun des trois n'était en mesure de rassembler le syndicat. Faisant son deuil de voir une femme lui succéder, il a mis en avant M. Lepaon.

Commentaire.

Les syndicats et les partis ouvriers fonctionnent comme des monarchies héréditaires où le secrétaire nationale ou le secrétaire général en poste désigne son successeur que la cour constituée de déléguée adoube lors de la cérémonie du congrès.

Un article du Réseau Voltaire du 17 octobre 2012

L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs. (19.10)

par Thierry Meyssan.

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) a débuté au Kazakhstan, le 8 octobre, des manœuvres intitulées « *Fraternité inviolable* ». Le scénario est celui du déploiement d'une force de paix dans un pays imaginaire où œuvrent des jihadistes internationaux et des organisations terroristes sur fond de divisions ethno-confessionnelles. Le corps diplomatique accrédité, qui a été invité à assister à l'exercice, a écouté avec attention le discours d'ouverture du secrétaire général adjoint de l'Organisation. Il a clairement indiqué que l'OTSC se prépare à intervenir éventuellement au Grand Moyen-Orient. Et pour ceux qui font la sourde oreille, Nikolai Bordyuzha a précisé que son adjoint ne parlait pas de l'Afghanistan.

La Déclaration de Genève, négociée par Kofi Annan le 30 juin, prévoit le déploiement d'une force de paix si le gouvernement syrien et l'opposition en font l'un et l'autre la demande. L'Armée « *syrienne libre* » a rejeté cet accord. Le terme « opposition » désigne donc uniquement les partis politiques qui ont été réunis depuis, à Damas, sous la houlette des ambassadeurs russe et chinois. L'accord de Genève ayant été validé par le Conseil de sécurité, le déploiement de « *chapkas bleues* » peut être mis en œuvre sans résolution ad hoc. Valery Semerikov a précisé que 4 000 hommes sont d'ores et déjà affectés à cette force de paix, tandis que 46 000 autres sont formés et peuvent être mobilisés rapidement en renforts.

Dans ce contexte, les signes du retrait occidental de Syrie se multiplient. Le flux d'armes et de combattants occidentaux s'est interrompu, seuls continuent les transferts financés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Beaucoup plus surprenant : six fois de suite, le commandement Otan d'Incirlik a donné aux jihadistes des instructions de regroupement dans des zones particulières pour se préparer à de vastes offensives. Or, si l'Armée arabe syrienne, conçue pour affronter l'Armée israélienne, est inadaptée à la guérilla, elle est au contraire très efficace dans les combats classiques. Elle a donc, chaque fois, encerclé et anéanti les éléments rassemblés de l'Armée « *syrienne libre* ». On pouvait penser la première fois à une erreur tactique, la seconde à l'entêtement d'un général incompetent, mais à la sixième fois, on doit envisager une autre hypothèse : l'Otan envoie volontairement ces combattants à la mort.

Contrairement à la perception commune, la motivation des jihadistes n'est pas à proprement parler idéologique ou religieuse, mais esthétique. Ils n'entendent pas mourir pour une cause et se désintéressent d'ailleurs du sort de Jérusalem. Ils épousent une posture romantique et cherchent à exacerber leurs sensations que ce soit par des drogues ou dans la mort. Leur comportement les rend facilement manipulables : ils cherchent des situations extrêmes, on les y place et on guide leur bras. Au cours des dernières années, le prince Bandar bin Sultan était devenu le grand architecte de ces groupuscules, incluant Al-Qaeda. Il les encadrait avec des prédicateurs leur promettant un paradis où 70 vierges leur offriraient des plaisirs paroxystiques, non pas s'ils atteignaient un objectif militaire particulier ou un but politique, mais uniquement s'ils mouraient en martyrs là où Bandar avait besoin d'eux.

Or, le prince Bandar a disparu de la scène depuis l'attentat dont il a été victime le 26 juillet. Il est probablement mort. Du Maroc au Xinjiang, les jihadistes sont livrés à eux-mêmes, sans aucune coordination véritable. Ils peuvent se mettre au service de n'importe qui, comme l'a montré la récente affaire de l'assassinat de l'ambassadeur états-unien en Libye. Par conséquent, Washington veut désormais se débarrasser de cette piétaille devenue encombrante et dangereuse, ou tout au moins en restreindre le nombre. L'Otan donne des ordres aux jihadistes pour les exposer au feu de l'Armée arabe syrienne qui les élimine en masse.

Par ailleurs, la police française a abattu le 6 octobre un salafiste français qui avait commis un attentat contre un commerce juif. Les perquisitions qui ont suivi ont montré qu'il appartenait à un réseau incluant des individus partis faire le jihad en Syrie. La police britannique a fait une découverte similaire quatre jours plus tard.

Le message de Paris et de Londres, c'est que les Français et les Britanniques morts en Syrie n'étaient pas des agents en mission secrète, mais des fanatiques agissant de leur propre initiative. C'est évidemment faux puisque certains de ces jihadistes disposaient de matériels de communication aux normes Otan, fournis par

la France et le Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, ces mises en scène marquent la fin de l'implication franco-britannique aux côtés de l'Armée syrienne libre, tandis que Damas restitue discrètement des prisonniers. Une page est tournée.

Dès lors, on comprend la frustration de la Turquie et des monarchies wahhabites qui, à la demande de l'Alliance, se sont investies sans réserve dans la guerre secrète, mais devront assumer seules l'échec de l'opération. Jouant le tout pour le tout, Ankara s'est lancé dans une série de provocations visant à empêcher l'Otan de se dérober. Tout y passe, depuis le positionnement de pièces d'artilleries turques en territoire syrien jusqu'à la piraterie d'un avion civil. Mais ces gesticulations sont contre-productives.

Ainsi, l'avion de Syrian Air en provenance de Moscou qui a été détourné par les chasseurs turcs ne contenait aucune arme, mais des engins électroniques de protection civile destinés à détecter la présence de fortes charges explosives. A vrai dire, la Turquie n'a pas voulu empêcher la Russie de livrer un matériel destiné à protéger les civils syriens du terrorisme, mais a tenté d'accroître la tension en maltraitant des passagers russes et en empêchant leur ambassadeur de leur porter assistance. Peine perdue : l'Otan n'a pas réagit aux accusations imaginaires proférées par Recep Tayyip Erdogan. Pour seule conséquence, le président Poutine a annulé sine die sa visite prévue à Ankara le 15 octobre.

Le chemin vers la paix est encore long. Mais, même si la Turquie aujourd'hui, ou les monarchies wahhabites demain, essayent de prolonger la guerre, le processus est enclenché. L'Otan plie bagage et les médias tournent progressivement leurs regards vers d'autres cieux.

Un article de Slate.fr du 18 octobre 2012

Etats-Unis. Avec Citizens United, Romney a le droit d'appeler les patrons à faire pression sur leurs employés. (19.10)

Les patrons doivent convaincre leurs employés de voter comme eux. C'est ce que Mitt Romney a expliqué le 6 juin dernier lors d'une téléconférence pour la National Federation of Independent Business, rapporte In These Times.

S'adressant à un mouvement antisyndicats qui se présente comme un «*groupe de chefs de petites entreprises*», Mitt Romney lâche:

«J'espère que vous direz clairement à vos employés ce que vous pensez être le mieux pour votre entreprise et par conséquent pour leur travail et leur futur dans les élections à venir. Que vous soyez d'accord avec moi ou avec le Président Obama, ou quelles que soient vos idées politiques, j'espère, j'espère que vous les transmettez à vos employés.»

Ces déclarations font suite à plusieurs cas de pressions manifestes dans des grandes entreprises qui soutiennent Romney, rapporte In These Times. Le procédé est toujours le même: les entreprises envoient une lettre à tous leurs employés dans laquelle ils expliquent que la réélection d'Obama aurait de graves conséquences sur l'économie et sur les finances de l'entreprise, ce qui les forcerait à licencier, certaines soutenant même ouvertement Mitt Romney dans ces lettres ou d'autres comme le magnat du tourisme David Siegel allant jusqu'à joindre des articles anti-Démocrates aux fiches de paie de leurs employés.

Ce genre de pratiques qui peut paraître d'un autre âge d'un point de vue européen est autorisé depuis 2010 par une décision de la Cour suprême appelée Citizens United.

Le New York Times rappelle en quoi consiste Citizens United:

«Le terme est un raccourci désignant une décision de la Cour suprême qui a donné aux entreprises la même liberté d'expression politique que les individus, supprimant en pratique les restrictions concernant l'argent des entreprises en politique.(...) Citizens United a provoqué un déferlement d'argent provenant des entreprises et des multimillionnaires qui les dirigent, par conséquent nous assistons en ce moment une prise de contrôle de la politique américaine par l'entreprise.»

Par conséquent les chefs d'entreprise ont tout à fait le droit de faire campagne au sein de leur entreprise pour le candidat de leur choix. Un avocat opposé à Citizens United va plus loin et déclare à In These Times:

«Il est concevable, avec l'actuelle législation, qu'un employeur tel que Koch [les frères Koch, Charles et David, sont des milliardaires anti-Obama] puisse impunément forcer ses employés à faire campagne pour un candidat ou un parti donné sous peine de licenciement.»

Commentaire.

Dans nos rangs, il y en a pour qui les Etats-Unis seraient une démocratie...

un article du nouvelobs.com du 18 octobre 2012

Italie. Le nouveau visage de la pauvreté (19.10)

Le rapport annuel du Secours catholique italien met en évidence l'appauvrissement d'une population aux prises avec la crise économique.

Ce n'est pas un hasard si "*L'Avvenire*", le quotidien des évêques italiens, en a fait sa une avec ce titre : "*La pauvre Italie des paquets de vivres*". Le quotidien se réfère au rapport catastrophique que la Caritas a rendu public mercredi 17 octobre. Cette confédération catholique, équivalent du Secours catholique français, assure la promotion de la charité dans la Péninsule. A travers ses 220 antennes diocésaines et ses 10.000 bénévoles, elle quadrille le territoire, écoute des déshérités et prend tous les ans le pouls du pays.

Cette année, la Caritas a adopté un ton grave pour expliquer que la part d'Italiens qui s'adressent à ses antennes a grimpé à 33,3% en 2011 par rapport à 2010 - les 67% restants étant constitués plus classiquement de demandes des populations immigrées. L'année précédente, la part des nationaux dans les demandeurs d'aide s'élevait 23,1%. Il y a donc eu un accroissement vertigineux en 12 mois.

Qui sont ces nouveaux pauvres ? Surtout des retraités, des personnes âgées, des femmes au foyer et des chômeurs. Parfois des familles entières, père, mère et enfants, qui font la queue tous les jours devant les 449 restaurants de l'organisation. Parfois des travailleurs précaires, payés irrégulièrement ou sous payés. "*Ce sont les gens 'normaux' qui commencent à venir chez nous en masse, la petite bourgeoisie de la porte d'à côté*", a expliqué le directeur de la Caritas, Francesco Soddu.

Des gens normaux

Et que demandent-ils, ces gens "*normaux*" ? Des denrées alimentaires et des produits pour les nouveaux nés, du matériel sanitaire, des produits d'hygiène personnelle, des tickets de bus, des vêtements, des vivres en général. Même les pâtes sont devenues un luxe. Six millions de repas ont été servis depuis le début de l'année par la Caritas. Une autre organisation caritative, la Communauté de Sant'Egidio, observe dans son restaurant de Rome la même mutation des habitués : moins de SDF, plus de gens banals qu'on croisait autrefois faisant leurs courses au marché et qui attendent patiemment les paquets de vivres, généralement des pâtes, des boîtes de sauce tomate, du thon, des confitures, des biscottes, que les bénévoles leur donneront. L'explosion de la pauvreté a surpris plus d'un observateur.

Le rapport de la Caritas est significatif en tout cas de la situation italienne. Mario Monti a reconnu hier qu'il avait dû aller de l'avant "*à coups de bistouri*", mais que c'était la seule façon de ne pas "*finir comme la Grèce*". Conséquence inévitable : de plus en plus de gens, une fois payés les frais fixes, n'ont plus un sou pour se nourrir. Il arrive qu'on rencontre dans les supermarchés des petites vieilles qui s'affairent en catimini à vider des étuis de spaghetti dans leurs manches en cherchant à ne pas se faire arrêter à la sortie. La crise est en train de frapper fort un pays dont on disait il y a à peine deux ans qu'il vivait "*au dessus de ses moyens*".

Un article lepoint.fr du 17 octobre 2012

France. L'accès aux soins se dégrade pour les populations précaires. (19.10)

Des files d'attente devant leurs portes, des hôtesse d'accueil surmenées : du "jamais-vu" pour l'ONG. À sa conférence annuelle mardi à Paris, veille de la journée du refus de la misère, Médecins du monde (MdM) dresse un constat très inquiétant sur l'accès aux soins des populations fragiles. Les découragés du système de santé sont toujours plus nombreux et toujours plus jeunes. Méconnaissance de leurs droits

Sur le lot de patients qui franchissent les portes de l'association, 20 % ont renoncé à se faire soigner dans les 12 derniers mois et un sur trois subit un retard de soins. Le parcours de santé est en fait un "parcours du combattant" pour ces patients fragiles qui ne connaissent pas ou peu leurs droits, et qui ignorent complètement comment les faire valoir.

Beaucoup de ces personnes ont droit à des aides, mais ne les demandent pas. Il existe, par exemple, une aide pour obtenir la CMUc (Couverture médicale universelle complémentaire), mais "75 % des gens qui pourraient en bénéficier n'en profitent pas", précise le docteur Thierry Brigaud, président de MdM. Pourquoi ? "Parce que c'est une aide méconnue et compliquée à obtenir" répond le docteur.

MdM demande alors une simplification des mesures pour les rendre plus accessibles. "Nous voudrions que l'AME (aide médicale de l'État) soit intégrée à la CMU, cela rendrait les démarches plus simples pour les populations qui en ont besoin, et leur permettrait de se faire soigner plus tôt", explique Jean-François Corty, directeur des missions de MdM France. Parmi les femmes enceintes qui se rendent dans les centres de soins de l'ONG, presque la moitié accuse un retard dans le suivi de leur grossesse.

Un enjeu de santé publique

Des délais trop longs, auxquels les administrations ne sont apparemment pas étrangères. Trop complexes et mal organisées, elles favoriseraient l'errance des patients. Thierry Brigaud raconte ainsi l'histoire d'un Tunisien, dont la demande d'AME a été refusée alors qu'il résidait en France depuis plus de trois mois et que son dossier était complet. De tels dysfonctionnements sont assez courants et impliquent une augmentation importante des délais, selon MdM.

Pour l'association, ces retards ne sont pas seulement indignes, ils sont coûteux : "Plus la maladie évolue, plus il est compliqué de la soigner. Il faut que le patient soit traité rapidement, car, plus on attend, plus le risque de transmissibilité est fort. Pallier les retards, c'est un véritable enjeu de santé publique." MdM donne l'exemple de la tuberculose, une maladie très contagieuse qui se transmet par la salive, donc potentiellement à chaque fois que le malade tousse.

L'association dénonce aussi un seuil d'accès à la complémentaire santé universelle inadapté. Aujourd'hui, la CMUc peut bénéficier aux personnes gagnant moins de 660 euros par mois. Or, "le seuil de pauvreté est à 950 euros en France". Trop de personnes en sont exclues, qui doivent renoncer à se soigner.

Les ratés de l'hôpital

Plus fondamentalement, l'ONG n'en revient pas de devoir pallier les insuffisances du système de soins. "Je trouve ça scandaleux de voir des enfants isolés franchir les portes de nos centres", s'indigne par exemple Thierry Brigaud. En cause, l'insuffisance de moyens des PASS, ces permanences d'accès aux soins de santé qui se trouvent dans l'enceinte de l'hôpital. Pour y accéder, les patients doivent être éligibles à l'AME ou l'assurance-maladie. Sur son site Internet, Médecins du monde constate : "Seules 8 PASS reçoivent tous les publics en situation de précarité. L'accès aux soins des mineurs n'est pas systématiquement garanti et il est parfois difficile de savoir où se situe la PASS au sein de l'hôpital."

Le docteur prend l'exemple de la ville de Rouen : "Notre centre accueille là bas 4 000 personnes, la PASS, 400 : il y a bien un manque criant de moyens et de suivi." Le gouvernement Hollande a supprimé il y a trois mois la franchise de 30 euros sur l'AME : "C'est bien, mais pas suffisant, la situation en l'état ne respecte pas le droit universel et élémentaire de se soigner", affirme le président de MdM.

Un article de 20minutes.fr et Reuters du 19 octobre 2012

L'UE d'accord pour repousser la supervision bancaire. (19.10)

ZONE EURO - Le 1er janvier 2013, défendu par la France, a été jugé irréaliste...

Les dirigeants européens ont décidé jeudi de laisser plus de temps à la Banque centrale européenne pour mettre en oeuvre un mécanisme unique de supervision bancaire dans la zone euro mais ils ont maintenu l'objectif d'une supervision totale au 1er janvier 2014, a-t-on appris de source gouvernementale française. La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré vendredi qu'un mécanisme de supervision unique des banques de la zone euro serait mis en place dans le courant de l'année prochaine mais qu'une recapitalisation directe des banques ne pourrait intervenir qu'une fois celui-ci opérationnel.

Les pays européens, dont l'Allemagne, qui jugeaient irréaliste l'objectif fixé par la Commission européenne et soutenu par la France d'un mécanisme opérationnel dès le 1er janvier 2013, ont ainsi obtenu en partie satisfaction. Mais Berlin a finalement accepté de soumettre à ce mécanisme de supervision ses banques régionales et ses caisses d'épargne, ce à quoi elle se refusait jusqu'à présent.

«Ce qui a été agréé à ce stade, c'est que le cadre légal de la supervision bancaire sera adopté d'ici la fin de l'année», a précisé la source française.

La BCE pourra ainsi commencer début 2013 à *«travailler concrètement»* à la mise en oeuvre du mécanisme - recrutement des équipes, organisation pratique - en commençant vraisemblablement par les banques bénéficiant d'ores et déjà d'aides d'Etat.

6.000 banques concernées

«La totalité du mécanisme de supervision bancaire, c'est-à-dire une supervision effective des 6.000 banques, sera une réalité au 1er janvier 2014», a ajouté la même source, selon laquelle la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est *«engagée clairement»* sur ce point.

Cela ne veut pas dire que la BCE supervisera au quotidien la totalité de ces 6.000 banques, souligne-t-on de même source. Elle délèguera aux superviseurs nationaux la surveillance au jour le jour de nombre d'entre elles mais en se réservant la possibilité de reprendre la main quand elle le jugera utile.

Cet embryon d'union bancaire, dont la création a été décidée en juin, est la condition préalable à une recapitalisation éventuelle de banques en difficulté, à commencer par les banques espagnoles, par le Mécanisme européen de stabilité (MES) - un des fonds mis en place pour faire face à la crise de la dette.

Selon la source française, ce mécanisme de recapitalisation directe des banques par le MES pourra être activé dès 2013 mais sans doute pas avant le deuxième trimestre, ce que l'on confirme du côté allemand.

Entretien Hollande-Merkel

En tout état de cause, estime-t-on du côté français, il faudra négocier un effet rétroactif pour rassurer les marchés et faire en sorte que l'Espagne, pour laquelle ce mécanisme a initialement été conçu, ne soit pas lésée.

Parallèlement, la Commission travaillera sur deux autres volets très délicats de la future union bancaire: la mise en place d'un mécanisme de résolution des crises et d'une garantie pour les déposants.

Angela Merkel et François Hollande avaient eu un tête-à-tête d'une trentaine de minutes pour tenter d'accorder leurs violons, avant de rejoindre les autres chefs d'Etats et de gouvernement, au milieu de l'après-midi. Selon une source gouvernementale française, cet entretien a permis à la chancelière allemande et au président français de «vérifier» qu'un accord sur des objectifs et un calendrier était possible, d'abord entre eux mais, surtout, à 27, pour que ce sommet intermédiaire soit un *«sommet utile»*.

Avant leur entretien, Angela Merkel et François Hollande avaient poursuivi leur duel à distance et donné du coup une tonalité plus tendue que prévu à ce qui ne devait être qu'un sommet d'étape avant ceux, décisifs, de novembre et décembre.

A son arrivée au Conseil, François Hollande, qui a aussi eu un tête-à-tête avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réaffirmé que la priorité était à ses yeux la mise en oeuvre des décisions du sommet de juin. *«Avant de discuter des prochaines étapes, il faut finir l'étape de l'union bancaire»*, a déclaré le président français. *«Nous devons mettre en cohérence nos décisions d'aujourd'hui avec les orientations d'hier.»*

Il a notamment reçu le soutien du Premier ministre belge, Elio di Rupo, qui a lui aussi insisté sur la mise en oeuvre rapide des décisions prises en juin dernier.

"Nous devons tous travailler à rendre confiance aux investisseurs et aux citoyens", a-t-il déclaré. "L'optimisme peut exister à condition qu'on réalise ce qu'on a dit." (On ne retiendra évidemment que les investisseurs, car ils se foutent des intérêts des citoyens, ils les nomment pour mieux bernier les ignorants et faire en sorte que leurs complices au sein du mouvement ouvrier prennent le relais. - Ndlr)

Complément avec un autre article de Reuters paru un peu plus tôt

L'Union européenne doit avoir des pouvoirs d'intervention clairement définis pour réagir lorsqu'un Etat membre viole les règles budgétaires communes, a déclaré jeudi la chancelière Angela Merkel, à quelques heures du sommet européen à Bruxelles.

Dans un discours au Bundestag, la chambre des députés allemande, elle a aussi écarté la possibilité de mettre rapidement en place une union bancaire.

Angela Merkel s'est ouvertement positionnée contre le président François Hollande et d'autres dirigeants européens qui sont réticents à céder à l'Europe un droit de regard sur leur politique budgétaire et veulent voir la Banque centrale européenne devenir d'ici la fin de l'année le superviseur bancaire.

Devant le Bundestag, Angela Merkel a jugé que l'Europe avait beaucoup progressé dans le renforcement de la discipline grâce au pacte budgétaire. *"Mais nous pensons - nous, c'est-à-dire l'ensemble du gouvernement allemand - qu'il faudrait aller plus loin en conférant à l'Europe de réels droits d'intervention dans les budgets nationaux"*, a-t-elle ajouté.

Dans cette optique, elle a jugé envisageable la proposition du ministre des Finances Wolfgang Schäuble de créer un poste de commissaire aux Affaires monétaires disposant de vastes pouvoirs sur les budgets nationaux.

Cette idée a également reçu le soutien dans la matinée du ministre français du Budget, à condition, a précisé Jérôme Cahuzac, qu'il ne s'agisse pas d'un transfert de souveraineté.

Un article de Reuters du 20 octobre 2012

David Cameron souhaite un nouvel accord entre Londres et l'UE. (22.10)

Le Premier ministre britannique, David Cameron, s'est défendu vendredi de dire "bye-bye" à l'Europe tout en souhaitant un accord avec l'Union européenne plus avantageux pour Londres.

Interrogé à la fin du Conseil européen de Bruxelles, pendant lequel le ministre finlandais des Affaires européennes a confié avoir le sentiment que la Grande-Bretagne s'éloignait lentement de l'UE, David Cameron a seulement souhaité établir une nouvelle relation avec le continent.

"Suis-je content de ce statu quo? Non, je ne le suis pas. Je pense que nous avons besoin de changements. Il y a des occasions à saisir sur ce que j'ai appelé un nouvel accord entre la Grande-Bretagne et l'Europe", a déclaré le dirigeant conservateur.

David Cameron a assuré qu'il ne souhaitait pas quitter l'UE, que Londres a rejointe en 1973, mais il a réclamé un changement de dynamique avec Bruxelles.

Le gouvernement britannique s'inquiète en particulier du projet d'union bancaire dans la zone euro, qui pourrait avoir des répercussions sur l'industrie financière britannique, ainsi que de l'idée d'un budget commun aux dix-sept pays de l'eurozone.

La taxe sur les transactions financières, désormais sur les rails, est une autre source de préoccupation.

"Le budget européen et cette idée que la zone euro pourrait avoir besoin d'un budget séparé, c'est maintenant sur la table. C'est un changement énorme, c'est un nouvel accord", a déclaré David Cameron.

"Toute cette question de l'union bancaire et de la manière de sauvegarder proprement le marché unique si les pays de la zone euro mettent en place une union bancaire, c'est encore un changement majeur", a ajouté le Premier ministre.

"La bonne chose à faire pour la Grande-Bretagne est de faire valoir ce qui est dans son intérêt national", a-t-il poursuivi.

Le budget pluriannuel de l'Union européenne pour les années 2014 à 2020, d'un montant de 1.000 milliards d'euros, sera l'objet du prochain sommet européen en novembre.

"Le public britannique attend une approche sévère, une approche rigoureuse, et c'est exactement ce que nous obtiendrons", a prévenu David Cameron.

La Grande-Bretagne est un contributeur net au budget de l'UE, c'est-à-dire qu'elle verse plus qu'elle ne reçoit, mais bénéficie également d'un système compensatoire.

Commentaire.

La Banque et d'Angleterre et la Fed sont la propriété du même cartel de banquiers.

Ils ont décidé que l'Union européenne devait avoir vocation à prendre le contrôle de tous les pays Européens, c'est la raison pour laquelle elle a été créée au détriment des Etats dépouillés de leur souveraineté. Donc l'idée que *"Le budget européen et (...) la zone euro pourrait avoir besoin d'un budget séparé"* est inacceptable pour les mentors de Cameron, tous sans exception doivent être placés sous la tutelle d'une seule autorité : la BCE. A suivre.

Un article de Reuters du 20 octobre 2012

BP et Rosneft en passe de s'allier pour 25 milliards de dollars. (22.10)

BP et Rosneft s'apprêtent à annoncer une alliance de plus de 25 milliards de dollars (19,2 milliards d'euros) qui pourrait permettre à BP de prendre entre 16% et 20% du capital du groupe pétrolier public russe, a-t-on appris de sources proches du dossier.

L'accord, qui pourrait être annoncé lundi ou mardi, devrait conduire BP à apporter à Rosneft la moitié du capital de TNK-BP, troisième compagnie pétrolière de Russie, en échange d'actions Rosneft et de plusieurs milliards en numéraire.

Il permettra surtout au britannique de mettre un terme à ses relations houleuses avec les autres actionnaires de TNK-BP, quatre oligarques milliardaires russes regroupés au sein de la holding AAR, tout en resserrant ses liens avec le pouvoir russe, qui a considérablement accru son influence sur le secteur pétrolier ces vingt dernières années.

TNK-BP est très rentable et assure à elle seul un quart de la production totale de BP mais ses gisements sont arrivés à maturité et surtout, les actionnaires d'AAR ont entravé la stratégie du britannique visant, pour trouver des relais de croissance, à s'allier à Rosneft et à son puissant PDG, Igor Setchine.

Ce proche de Vladimir Poutine, dont il fut le très influent directeur de cabinet adjoint au Kremlin au milieu des années 2000, ce qui lui valut le surnom de "*Dark Vador*" dans la presse russe, a piloté ces dernières années la stratégie de reprise en main par l'Etat des actifs pétroliers privatisés à la hâte après la chute de l'URSS.

Un processus que l'actuel président russe avait qualifié de "*catastrophe géopolitique*" et dont il s'emploie depuis des années à réparer les dégâts afin d'utiliser les ressources naturelles de la Russie pour défendre ses intérêts à l'international.

UNE PRODUCTION SUPÉRIEURE À CELLE D'EXXON MOBIL

Ce processus a notamment conduit Rosneft à absorber une autre compagnie, loukos, après l'éviction de son PDG, Mikhaïl Khodorkovski, envoyé en prison pour fraude fiscale. Un processus piloté par Igor Setchine depuis son bureau du Kremlin avant même de prendre officiellement la tête de Rosneft.

Le nouvel homme fort du pétrole russe, originaire de Saint-Petersbourg comme Vladimir Poutine et âgé de 52 ans, était à Londres la semaine dernière pour participer directement aux discussions avec BP, dont le directeur général, Robert Dudley, est lui-même un ancien dirigeant des activités russes du groupe britannique.

Rosneft est déjà le premier producteur de pétrole de Russie. Si, comme cela semble probable il rachète les parts d'AAR dans TNK-BP, il contrôlera plus de la moitié de la production russe et pourra se targuer d'extraire plus de quatre millions de barils de pétrole et de gaz par jour, davantage que l'américain Exxon Mobil, la plus importante "*major*" pétrolière privée au monde.

Ainsi renforcé, le groupe pourrait plus facilement financer l'exploration des vastes réserves russes, en Sibérie et dans l'Arctique entre autres, pour remplacer les gisements actuels, qui commencent à décliner.

Rosneft disposerait en outre avec BP d'un expert mondial du secteur et de l'actionnaire privé "*de qualité*" que Vladimir Poutine recherche depuis longtemps pour prouver que son programme de privatisation n'est pas une simple promesse.

Pour BP, l'aboutissement de l'accord BP-Rosneft - qui suppose de longs mois de procédures d'homologation en Russie - se solderait par une réduction de son exposition globale au marché russe mais aussi par un poids certain au conseil d'administration de Rosneft.

Rosneft, AAR et BP ont refusé de commenter ces informations.

Commentaire.

BP est britannique, Poutine est-il naïf, est-il en train de perdre le contrôle de la Russie au profit de l'oligarchie financière ou lui a-t-il vendu la Russie ? A suivre.

Un article de Slate.fr du 21 octobre 2012

USA 2012: les liens très gênants de Romney avec un fabricant de machines à voter. (22.10)

Vous vous souvenez des machines à voter et de la (non)-élection d'Al Gore en 2000? 2012 pourrait nous réserver un scénario encore plus dingue, selon Forbes. A la lecture de l'article de Rick Ungar, on ne peut s'empêcher de s'exclamer «*QUOI?*» à peu près tous les deux paragraphes.

Qu'y apprend-on? Tout simplement que Mitt Romney et sa famille ont investi dans un fonds détenant une entreprise de machines à voter dont les dirigeants ont eux-même très largement contribué au financement de la campagne de Romney.

Le scénario digne d'une bonne série américaine (allez, disons *The West Wing*) imaginé par Rick Ungar pour que l'on perçoive bien le problème est le suivant.

On est le 7 novembre. Le décompte des voix est tendu, particulièrement en Ohio (l'Ohio est un des fameux swing states dans lesquels peut se jouer l'élection américaine). Un bruit commence à se répandre: il y a peut-être eu un problème avec les machines électroniques de Cincinnati. Rapidement, les médias, qui ne peuvent donner le résultat du scrutin, se renseignent sur ces machines: elles sont fournies par Hart Intercivic, un fournisseur national de systèmes de vote utilisés un peu partout au Texas, en l'Oklahoma, à Hawaii, au Colorado et dans l'Ohio. Hart Intercivic est l'une des entreprises mises en cause dans un article du *New York Times* de 2007: ses machines faisaient parties de celles qui n'étaient pas sûres.

Et c'est là que tout devient beaucoup plus compliqué pour Mitt Romney. Hart Intercivic appartient en large partie au fonds d'investissement *HIG Capital*.

Tony Tamer, le fondateur de *HIG*, et trois autres directeurs de *HIG* sont de gros collecteurs de fonds pour la campagne de Romney. Deux de ses directeurs étaient présent lors de la désormais fameuse réunion des «47%» à Boca Raton.

Plus embêtant encore. Toujours selon Rick Ungar, deux membres du conseil d'administration de Hart Intercivic ont donné directement et personnellement de l'argent pour la campagne de Romney.

Encore? La famille de Mitt Romney partage des intérêts commerciaux avec *HIG* au travers de *Solamere Capital*, la société d'investissement d'un des fils de Romney, Tagg.

Rick Ungar conclut en regrettant que de tels liens puissent exister, rappelant qu'il existe de très nombreux investissements possibles, tant pour les Romney, que pour *HIG*.

«Je ne veux pas parler de complot ou suggérer que quiconque ici a pu tricher, tout particulièrement le candidat républicain à la présidence. Mais comment est-il possible que tellement de gens aient pu exercer un si mauvais jugement?»

Un article de Liesi du 22 octobre 2012

Où nous mènent les technocrates ? (23.10)

La promesse de la Réserve fédérale d'injecter 80 à 85 milliards de dollars par mois dans le système financier, ainsi que l'annonce par la Banque centrale européenne du rachat « *illimité* » aux banques d'obligations souveraines, conjuguées au feu vert accordé par la Cour constitutionnelle allemande au mécanisme européen de stabilité, créent les conditions d'une explosion hyperinflationniste du système qui peut être raisonnablement envisagé. Nous savons que le sujet est actuellement un débat entre économistes mais il est évident que la destruction de monnaie se paie déjà par des biens tangibles dont les prix sont plus élevés qu'hier. Demain ne changera pas cette évidence.

Le fossé entre l'économie financière et l'économie physique ne cesse de grandir. Les banques centrales augmentent les agrégats financiers, et par là même la dette globale, alors que la politique d'austérité imposée aux nations plombe l'économie physique. Ainsi, on accélère l'effondrement de cette même dette qui repose en définitive sur la production physique.

Les données concernant la production industrielle et la consommation des ménages dans les économies transatlantiques le démontrent clairement. L'effondrement est dramatique en particulier dans la « périphérie sud » du système de l'euro.

La production industrielle en Italie a chuté de 7,5% par rapport à l'an passé, en Espagne de 5,4%, en Grèce de 5,3% (et même de 7,8% en juillet). Pour la France et l'Allemagne, les chiffres respectifs sont de 3,3% et 1,7%. Par ailleurs, la consommation de biens durables par les ménages en Italie a chuté de 10%. La raison principale en est une taxe foncière introduite par le gouvernement Monti, mais le taux qui sera réclamé à la fin de cette année n'a pas encore été annoncé. Par conséquent, les ménages sont amenés à suspendre leurs achats de voitures, appareils ménagers, matériel audio-visuel, etc.

Lors d'un discours à Milan le 11 septembre, le Premier ministre Mario Monti a prétendu que cette destruction était nécessaire. Nos décisions, a-t-il dit, « *ont partiellement contribué à aggraver la conjoncture économique: seul un idiot peut penser changer un mal en cours depuis des décennies, sans aggraver la situation à court terme.* »

Un article de Reuters du 23 octobre 2012

En marche vers des réformes, la Chine écarte l'héritage de Mao. (24.10)

Le Parti communiste chinois (PCC), dont la direction sera renouvelée début novembre, pourrait s'engager dans la voie des réformes, si l'on en croit la disparition de la référence consacrée à la pensée de Mao Zedong dans deux récents communiqués.

Le subtil abandon de la formulation consacrée faisant référence à l'ancien "*Grand Timonier*" et à sa pensée dans deux communiqués politiques publiés ces dernières semaines pourrait marquer une volonté de réforme de la part de la nouvelle direction du Parti, estiment certains analystes.

L'agence Chine nouvelle a par ailleurs annoncé lundi qu'un projet d'amendement des statuts du PCC serait débattu lors du XVIIIe congrès, prévu à partir du 8 novembre.

De tels amendements ont été adoptés par le passé pour fixer le cadre de décisions politiques majeures comme la transition vers l'économie de marché.

Mao Zedong a toujours été considéré comme une référence idéologique clé dans tous les communiqués du parti, qui mentionnent aussi traditionnellement Marx, Lénine, les anciens présidents Deng Xiaoping et Jiang Zemin ainsi que l'actuel président, Hu Jintao.

ÉTAPE IMPORTANTE?

Chaque communiqué du Politburo, le puissant organe de décision du PCC qui compte une vingtaine de membres, se termine traditionnellement par la formule "*tenir haut la bannière de la pensée de Mao Zedong et du marxisme-léninisme*" en mettant en oeuvre le travail du parti.

Mais les deux derniers communiqués soulignent uniquement que le parti doit suivre "*la théorie de Deng Xiaoping*", celle des "*Trois représentations*" ainsi que le "*concept de développement scientifique*".

"*C'est très important*", estime Zheng Yongnian, directeur de l'Institut de l'Asie de l'Est à l'Université nationale de Singapour. "*Avant la chute de Bo Xilai, cette direction n'était pas très claire. Mais ça devient à présent presque limpide. Je veux dire, moins de maoïsme mais plus de dengisme.*"

En faisant disparaître la référence à la pensée de Mao, les dirigeants du PCC signalent leur volonté de réformer, analyse Zheng, qui dresse une comparaison avec l'introduction par Deng Xiaoping d'une dose de capitalisme dans l'économie planifiée de la Chine à la fin des années 1970.

Bo, l'ancienne étoile montante du PCC dont la politique néo-maoïste avait reçu l'appui de l'aile gauche du Parti, a été démis de ses fonctions de chef du Parti de la municipalité de Chongqing et pourrait être exclu du parlement après le retentissant scandale qui l'a mis en cause, lui et son épouse.

Deng Xiaoping, qui dirigea la République populaire de 1978 à 1992, a introduit l'idée que la Chine pouvait à la fois rester communiste et mettre en place des réformes fondées sur la loi du marché. Les "*trois représentations*" renvoient à l'ancien président Jiang Zemin, qui autorisa les capitalistes à rejoindre le Parti, tandis que la théorie de développement scientifique, qui désigne un développement économique plus rationnel et respectueux de l'environnement, doit sa paternité à Hu Jintao.

APPELS AUX RÉFORMES

Les divergences doctrinales entre les réformistes et l'aile gauche reflètent la vivacité des débats à l'oeuvre au sein du PCC pour déterminer la direction à prendre par les nouveaux dirigeants, qui seront investis officiellement le 8 novembre.

Le XVIII^e Congrès du PCC arrive de surcroît à un moment où le pays pourrait enregistrer son plus faible taux de croissance annuelle en près de 13 ans, tandis que les tensions sociales liées à la corruption, aux confiscations de terres et aux besoins non satisfaits en matière d'aide sociale restent fortes.

Les médias officiels ainsi que des experts proches du gouvernement lancent régulièrement des appels véhéments à mener des réformes audacieuses, seules capables selon eux d'éviter la crise, même si personne ne s'attend sérieusement à voir la Chine s'engager sur la voie de la démocratie.

Le *Study Times*, un journal édité par l'Ecole centrale du Parti qui forme les cadres du PCC, a ainsi salué cette semaine le système singapourien d'une démocratie sous étroit contrôle.

Malgré ses campagnes politiques sans égard pour l'humain, qui ont vu périr des dizaines de millions de personnes, Mao Zedong, dont le portrait se dresse encore place Tiananmen, a toujours été vénéré comme dirigeant charismatique, pour avoir tenu tête aux puissances étrangères et unifié le pays.

La direction du PCC reste déterminée à préserver sa mémoire pour consolider sa propre légitimité, qu'elle ne tire pas, contrairement à lui, de la guerre.

Certains observateurs mettent ainsi en garde contre un abandon trop rapide de l'héritage de Mao.

"*Ce n'est simplement pas possible*", estime Wang Zhengxu, chercheur à l'Université de Nottingham, en Angleterre, à propos de l'éventuel abandon de la référence à la pensée de Mao dans les statuts du parti.

"*La pensée de Mao Zedong est l'âme de la République populaire de Chine (...) et c'est une lumière qui guide le peuple vers la justice*", écrit un usager d'un site de micro-blogging.

Mais pour Zheng Yongnian, de l'Université nationale de Singapour, la vision de Mao n'est plus pertinente à mesure que beaucoup de Chinois n'éprouvent plus que de l'indifférence envers lui. "*Seule l'aile gauche y prête attention, dit-il. La plupart des gens, la jeune génération, n'en ont cure. Le souvenir s'efface.*"

Un article d'Atlantico.fr du 26 octobre 2012

La catastrophe qui vient et la maladresse des banquiers. (28.10)

Alors que les mauvaises nouvelles semblent s'accumuler pour l'économie française, les banques continuent de refuser leur part de responsabilité. Dans le même temps, le ralentissement économique complique l'assainissement des finances publiques qui, en s'exerçant à défaut par des hausses d'impôt, risque d'exaspérer les contribuables.

Il y a deux façons de faire de l'économie politique. La première, réservée aux intellectuels et aux diplômés de haut vol, consiste à compulser des statistiques, des tableaux de bord et des rapports pour savoir quel est l'état de la conjoncture. La seconde, en usage dans le reste de la population, repose plutôt sur les intuitions : le bruit du moteur, le climat général, l'intelligence des choses sensibles, en quelque sorte.

L'une et l'autre n'apportent curieusement pas les mêmes résultats. L'économie des intellectuels aborde les sujets avec sérieux, mais avec un temps de retard. Tant que les statistiques ne font apparaître aucun phénomène, les pilotes sont aveugles. La manière "paysanne" de faire de l'économie produit un résultat exactement inverse : elle ne donne une représentation de la réalité qu'à gros traits, mais elle est immédiate et permet un pilotage à vue.

Les statistiques permettent aujourd'hui de savoir que notre situation n'est pas bonne.

Le chômage prend des proportions cataclysmiques, qui rappellent les mauvais jours des années 1980. Il est plus que jamais une source d'angoisse pour le pays. Selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), l'effectif salarié diminue dans l'ensemble des entreprises mensualisées. En août, les heures supplémentaires ont diminué de 3%. Le montant moyen des délais accordés aux entreprises par les Urssaf a augmenté de près de 30% en 3 mois. Selon l'INSEE, la demande de logements neufs s'effondre. Le climat des affaires dans l'industrie s'est replié de 5 points.

Tous ces indicateurs sont mauvais. Mais ils sont parcourus d'informations qui les tempèrent et qui, au fond, donnent le sentiment mitigé d'une situation morose mais encore gérable. Par exemple, l'INSEE nous apprend que les commandes industrielles ont progressé de 0,8% en août. Dans le commerce de détail, il paraît que le climat s'améliore. Au fond, c'est quand même mieux que si c'était pire. La France traverse une mauvaise passe, mais elle s'en remettra.

François Hollande n'a-t-il pas déclaré que la crise de l'euro était en passe d'être résolue?

Et puis, il y a le bruit du moteur, celui qu'écourent les culs-terreux plongés dans l'ignorance économique, qui regardent la société française avec les yeux d'un vieux paysan à la recherche de signes météorologiques avant-coureurs dans le ciel crépusculaire. Il faut bien le dire aujourd'hui : ce bruit inquiète, car il annonce une panne prochaine.

De toutes parts, les rumeurs les plus amères et les plus tendues circulent sur la situation véritable des entreprises, et d'abord sur la situation des plus vulnérables d'entre elles : les petites et moyennes. Les affaires ne se font plus. Les carnets de commande souffrent de disette. Les problèmes de trésorerie s'accumulent. Ceux qui faisaient face jusqu'ici ne font plus face. Ou de moins en moins.

Dans ce malström pénible où chacun s'accroche comme il peut à la moindre aspérité pour se redonner de l'air, les anecdotes sur l'attitude des banquiers sont affligeantes.

Certes, l'introduction des normes de Bâle 3 complique singulièrement la donne du prêt bancaire, ou même de la facilité de trésorerie. Les banques, après leurs dangereux écarts de gestion des années 2000, ont maintenant la vis serrée et doivent prouver leur sérieux financier.

Il n'en reste pas moins le remède est pire que le mal. En refusant tout accommodement, en exigeant des garanties grandissantes, en perpétuant une culture du frais bancaire qui assèche les maigres marges des entreprises, les banques acculent de plus en plus leurs clients à la défaillance. Là où, pour redonner de l'air à l'activité, il faudrait s'assouplir, la banque se raidit et aggrave les affres d'une conjoncture anxieuse.

Le pire est évidemment la leçon de bonne gestion infligée par le banquier à son client en difficulté. Beaucoup de patrons français sont exaspérés par les considérations philosophiques que leurs banquiers leur infligent sur leur façon de diriger leur entreprise, alors que l'essentiel des difficultés qu'ils traversent proviennent d'une crise financière largement alimentée par ces banquiers moralisateurs.

Il faudrait ici faire la somme des milliers de milliards de dollars engloutis en 2008 et 2009 par des placements hasardeux, par une course au risque, par une cupidité sans limite, qui cherche aujourd'hui à s'abriter derrière des faux prétextes. N'a-t-on pas entendu récemment un patron d'agence de notation soutenir que les difficultés rencontrées par les banques dans la crise financière résultaient de législations qui les avaient incitées à prendre des risques?

Une fois de plus, le principe de responsabilité qui veut que l'on assume ses propres fautes est bien loin d'être admis dans l'industrie financière.

En attendant, ce n'est pas trahir un secret que de confirmer aux Français la dangerosité de la situation que vit l'économie de notre pays. La croissance est en panne, la récession frappe durement et aucun signe positif ne vient rassurer. Espérons que cette estimation au bruit du moteur soit suffisamment fruste pour ne pas être juste.

Elle pose néanmoins deux problèmes de fond.

Premier problème : comment ferons-nous pour franchir le gué du choc fiscal auquel nous sommes soumis. 25 milliards de recettes prélevées sur l'activité n'étaient pas en soi une bagatelle. Dans l'état de la conjoncture, cette politique semble à la fois irréaliste et contra-cyclique, comme disent les économistes savants. Autrement dit, au lieu de ramener de l'ordre dans nos finances, elle risque de créer une grave perturbation qui devrait être prise très au sérieux.

Deuxième problème : la lutte relativement symbolique contre les dépenses publiques excessives nous coûtera cher. L'an prochain, l'Etat devra recourir au même remède fiscal de cheval pour financer des charges qui ne semblent pas faire écho aux difficultés du pays. Ce sentiment d'une grande injustice entre des contribuables pressurisés et des dépenses publiques somme toute épargnées constitue un défi à la fois économique et social difficile à négocier pour le gouvernement. Car un contribuable qui pense son impôt injuste et mal réparti est un contribuable imaginaire : les astuces ne lui manquent jamais pour échapper à ses obligations. Ou pour refuser d'y obéir : les pigeons en ont donné un premier aperçu.

Un article de Reuters du 26 octobre 2012

Des arrêts de production dans l'automobile en novembre(28.10)

Des arrêts de production sont prévus en novembre dans plusieurs usines automobiles en France, y compris pour la première fois de l'année chez Toyota à Valenciennes, la demande continuant de chuter en Europe.

Les deux constructeurs français PSA Peugeot Citroën et Renault ont fait état cette semaine d'une accentuation de la détérioration du marché européen.

PSA a prévenu notamment qu'il lui faudrait continuer de réduire sa production au quatrième trimestre pour éviter un gonflement de ses stocks.

Le groupe, qui a engagé un plan de restructuration passant par 8.000 suppressions d'emplois en France, a annoncé vendredi aux syndicats de son usine de Sochaux (Doubs) que les cinq vendredi de novembre seraient chômés. L'usine produit les Peugeot 308, 3008 et 5008 et la Citroën DS5.

Anne-Laure Turk, représentante du syndicat CFE-CGC du site, a ajouté que huit jours de fermeture supplémentaires étaient d'ores et déjà programmés pour la fin de l'année.

Toyota, qui produit la Yaris à Valenciennes (Nord), va lui aussi suspendre la production la semaine prochaine ainsi que la dernière semaine de novembre. C'est la première fois de l'année que le constructeur japonais prend une telle décision en France.

"La demande pour la version hybride de la Yaris reste assez soutenue, mais il faut faire face à un infléchissement global de la demande", a expliqué un porte-parole de l'usine.

Renault, qui rencontrera le 6 novembre les syndicats pour discuter de la compétitivité de ses usines françaises, avait annoncé en septembre que le site de Douai (Nord) cesserait le travail 30 jours répartis sur le second semestre à cause de la baisse de la demande pour le Scenic, un modèle vendu pour l'essentiel en Europe.

Le site Renault de Maubeuge (Nord) fonctionne, lui, avec une équipe et demie jusqu'à la mi-novembre, contre deux en rythme normal, pour faire face à un ralentissement des ventes de la camionnette Kangoo. La fabrication sur place d'une version pour Mercedes, nommée Citan et dont le lancement commercial a eu lieu jeudi, devrait toutefois aider à regarnir le planning de production du site.

Plusieurs jours non travaillés sont également programmés fin octobre-début novembre à l'usine de Batilly (Moselle), spécialisée dans les grands utilitaires.

"Notre site avait été jusqu'à présent relativement épargné, mais nous ressentons un infléchissement de la demande depuis septembre", a déclaré Pascal Felten, directeur du site.

A l'usine PSA de Mulhouse (Doubs), où de nouvelles mesures de chômage partiel ont été annoncées fin septembre, l'équipe de nuit sera démontée fin novembre, a indiqué Ricardo Madeira, représentant CFDT. Le site, qui produit les Citroën C4 et DS4, fermera aussi ses portes une semaine avant les fêtes de fin d'année.

"La dernière fois qu'on nous a demandé de rester chez nous une semaine avant la semaine de Noël, c'était pendant la crise de 2008. C'est préoccupant", a ajouté Ricardo Madeira.

L'Allemagne est touchée à son tour par le marasme du marché automobile européen. Le leader européen Volkswagen a vu son bénéfice opérationnel chuter de 19% au troisième trimestre, ses ventes de voitures sur le continent ayant accusé en septembre leur plus forte baisse en un an. Daimler, maison mère de Mercedes, a lancé pour sa part un avertissement sur ses résultats de 2012 et 2013.

Quant à Ford Europe, il a annoncé cette semaine son intention de supprimer 6.200 emplois en Europe et de fermer deux usines d'assemblage, une en Belgique et une en Grande-Bretagne, pour réduire ses capacités de production de 18%.

Un article de l'AFP du 27 octobre 2012

Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes. (28.10)

La police sud-africaine a tiré samedi des balles en caoutchouc à Rustenburg (nord-ouest) pour disperser des mineurs grévistes qui manifestaient leur colère contre le Syndicat national des mineurs (NUM) accusé de trahir leurs intérêts.

Les policiers ont aussi fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes contre les mineurs qui protestaient, tandis qu'un hélicoptère effectuait des rondes au-dessus du stade de Rustenburg (110 km de Pretoria).

"La police a dû utiliser des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc au stade pour disperser la foule", a déclaré à l'AFP le colonel Emelda Setlhako, en précisant qu'environ 400 manifestants avaient tenté d'empêcher le rassemblement syndical dans le stade.

Une personne, *"battue"* dans les affrontements, *"a été légèrement blessée et sept ont été arrêtées pour rassemblement illégal"*, a-t-elle ajouté.

Un photographe de l'AFP a vu un homme - vêtu de rouge, couleur syndicale - ensanglanté après avoir été frappé.

Les mineurs impliqués dans une série de grèves illégales se disaient mécontents de la façon dont le NUM les représentait. Ils s'étaient mobilisés pour tenter d'empêcher la tenue, dans le stade, d'une réunion du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) auquel le NUM est affilié.

"Ils prennent leurs propres décisions de leur côté, ils ne consultent pas les travailleurs. Alors qu'ils sont là pour nous représenter, nous, les mineurs", déclarait un gréviste de la firme Anglo American Platinum (Amplats), Simon Mothlabi, ajoutant: *"Ils gagnent beaucoup d'argent (...) et nous, trois fois rien."*

Le rassemblement syndical a finalement eu lieu dans le stade, rassemblant environ 1.500 personnes.

Le Cosatu est un allié-clef du parti au pouvoir, l'ANC (African National Congress), et certains de ses anciens dirigeants détiennent maintenant des postes importants dans les affaires ou au gouvernement.

Le Cosatu accuse de son côté les organisateurs des grèves sauvages - durant lesquelles la police a tué 34 personnes en août - d'avoir des visées politiques et d'être responsable d'une vague massive de licenciements.

"L'Afrique du Sud est assise sur une bombe à retardement en ce qui concerne le chômage", a déclaré à la presse le secrétaire général du Cosatu, Zwelinzima Vavi après le meeting.

"Nous ne faisons que réparer leurs dégâts tout le temps. Ce sont presque 30.000 travailleurs qui ont été renvoyés. Ce rassemblement syndical (ce samedi) vise à rassembler tous les travailleurs en Afrique du Sud", a déclaré Zwelinzima Vavi durant la réunion.

"Nous avons besoin d'une fédération unie et forte pour tous les travailleurs dans l'industrie minière", a-t-il insisté.

Un mémorandum demandant la réembauche des salariés licenciés et l'ouverture de négociations salariales a été remis à des responsables du gouvernement au cours du rassemblement.

"Nous sommes ici pour manifester (...) Nous, les mineurs grévistes, nous sommes fatigués du NUM", expliquait à l'AFP un employé d'Amplats, Reuben Lerebolo, alors que des mineurs en colère avaient mis le feu à des tee-shirts syndicaux.

Ces protestations avaient lieu au lendemain de l'annonce par le NUM d'un accord avec le premier producteur mondial de platine, Amplats, pour réembaucher 12.000 grévistes licenciés, après six semaines d'arrêt de travail dans les mines.

Selon cet accord, les travailleurs ont jusqu'à mardi pour reprendre le travail et se verront alors offrir 231 euros (179 dollars) de prime.

Mais Amplats abrite le dernier carré de grévistes irréductibles. Ils assurent qu'ils n'ont pas été avertis de la conclusion de cet accord, ce qui pourrait signifier une reprise des grèves sauvages qui ont paralysé les mines d'or et de platine depuis le mois d'août.

"Nous ne savons rien de cela (l'accord). Nous n'avons pas été consultés, nous l'avons simplement appris par la radio", a indiqué M. Lerebolo, qui portait une affiche proclamant "NUM, on en a marre de toi". "Nous ne pouvons pas retourner travailler tant que nos demandes ne sont pas satisfaites", a-t-il ajouté.

En revanche, dans les mines d'or, les grèves touchent apparemment à leur fin.

Avec ces grèves sauvages, l'industrie minière estime avoir perdu 900 millions d'euros, selon la Chambre des mines.

Rustenburg est le chef-lieu du bassin minier où a démarré la crise, à la mine de platine de Marikana. Ces conflits ont fait une soixantaine de morts depuis août, dont près de la moitié dans des règlements de compte entre mineurs, très remontés contre le NUM. Chez Amplats, les violences ont fait 4 à 9 morts.

Commentaire.

Mais c'est devenu quoi le syndicalisme dans le monde y compris en France ? Exactement ce contre quoi se battent les mineurs d'Afrique du Sud.

Chez nous aussi, les bureaucrates corrompus des syndicats soutenus par tous les partis dits ouvriers, négocient avec le patronat des miettes ou la remise en cause de nos acquis sociaux en violant ouvertement le mandat d'un véritable dirigeant syndical, ils se comportent comme des syndicalistes patronaux. Au nom de l'indépendance syndicale, s'il vous plaît, une imposture évidemment, le cynisme en prime.

Un article de Reuters du 26 octobre 2012

Fusion de la droite et de l'extrême droite en Israël. (28.10)

(Titre de Reuters : *Le mariage Netanyahu-Lieberman pas forcément payant en Israël.*, j'ai changé le titre car j'ai estimé insupportable que Reuters regrette que cette pourriture ne tire pas forcément profit de cette fusion.)

La fusion du Likoud, le parti conservateur du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et d'Israel Beitenou, la formation ultranationaliste du ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ne sera pas nécessairement payante électoralement, révèle un sondage publié vendredi.

Le chef du gouvernement a pris la classe politique israélienne de court jeudi en annonçant la fusion des deux formations en une seule, à l'approche des élections législatives anticipées du 22 janvier.

Ce mariage a pour objectif d'assurer à la droite et ses alliés une confortable majorité dans la prochaine Knesset, mais une étude publiée par la deuxième chaîne de télévision israélienne montre que le bénéfice d'une telle opération n'est pas garanti.

Selon ce sondage, le futur parti, qui pourrait s'appeler "*Likoud Beitenou*" ("*Le Likoud notre maison*"), obtiendrait 33 des 120 sièges à la Knesset lors du prochain scrutin.

Cela en ferait la première formation du pays, mais un sondage publié lundi, avant la fusion, donnait un total cumulé de 39 sièges pour les deux partis actuels.

Elu en 2009, le chef du gouvernement se trouve à la tête d'une coalition de cinq formations qui disposent de 66 sièges.

L'étude publiée vendredi montre également que l'opposition, cantonnée dans un rôle secondaire ces dernières années sous le double effet d'une économie stable et de l'impasse dans le dialogue israélo-palestinien, pourrait retrouver quelque vitalité grâce à la droitisation de Benjamin Netanyahu.

"*La fusion de plusieurs listes entraîne généralement leur amoindrissement*", fait remarquer Nahum Barnea, journaliste au quotidien Yedioth Ahronoth.

"*Un électeur qui a voté Netanyahu mais ne supporte pas Lieberman y réfléchira à deux fois, et le raisonnement vaut à l'inverse pour ceux qui ne tolèrent pas Netanyahu et qui ont voté pour Lieberman*", souligne-t-il également.

L'enquête de la 2e chaîne crédite le Parti travailliste et la nouvelle formation centriste et laïque Yesh Atid respectivement de 27 et 18 sièges, contre 19 et 15 lundi.

Les politologues attribuent ce retour en grâce de l'opposition à la crainte, dans une partie de l'électorat, de voir Avigdor Lieberman jouer un rôle de plus en plus important au sein du gouvernement.

Le chef de la diplomatie israélienne choque parfois par des propos fort peu diplomatiques. Il est en outre sous la menace d'une inculpation pour corruption, une accusation qu'il réfute.

Sa formation est en lutte ouverte avec la communauté arabe israélienne et prône une série de réformes législatives dénoncées comme antidémocratiques par certains opposants, comme la taxation à 45% des dons faits par des étrangers à des associations de défense des droits de l'homme.

Channel Two prévoit une Knesset avec égalité parfaite entre droite et centre gauche (60-60), mais la plupart des commentateurs soulignent les divisions de l'opposition, qui ne lui permettraient pas d'exploiter un repli de la droite.

"Il n'y a pas (dans l'opposition) de leader accepté par tous, pas de consensus et une union semble presque impossible", écrit Shalom Yerushalmi, du quotidien Maariv.

Les partis d'opposition ont critiqué la fusion entre les deux formations de droite.

Pour Zehava Gal-On, du parti de gauche Meretz, une telle initiative risque d'isoler Israël au plan international.

"Le Premier ministre a choisi la droite extrémiste, favorable à la colonisation, il a choisi de faire du surplace, de ne pas avancer dans le processus diplomatique (avec les Palestiniens)", a-t-elle dit à la radio de l'armée.

La négociatrice palestinienne Hanane Achraoui n'a pas caché son inquiétude.

"Ce spectaculaire virage à droite va nous coûter très cher, à nous et aux Israéliens, et détruire les chances de paix. La justice, les droits des Palestiniens, ces questions feront encore moins partie de la vie politique israélienne", a-t-elle dit à Reuters.

Un article de Reuters du 28 octobre 2012

Arrestation du journaliste grec qui a publié la "*Liste Lagarde*". (29.10)

La police grecque a arrêté le rédacteur en chef d'un hebdomadaire qui a publié samedi une liste de noms de plus de 2.000 Grecs fortunés ayant placé de l'argent sur des comptes bancaires en Suisse, a déclaré dimanche la police grecque.

Cette liste appelée '*Liste Lagarde*', du nom de l'ancienne ministre française de l'Economie, défraye la chronique dans les médias grecs depuis plusieurs semaines. Remise à la Grèce en 2010 par les autorités françaises, elle comporte les noms de personnes soupçonnées d'évasion fiscale et devant faire l'objet d'une enquête.

Le magazine "*Hot Doc*" a publié samedi une liste de 2.059 noms, dont certains de personnes connues, en expliquant que la liste lui avait été remise de façon anonyme.

Les autorités grecques n'ont pas confirmé s'il s'agissait de la '*Liste Lagarde*'.

Le parquet a ordonné l'arrestation du rédacteur en chef de la publication, Costas Vaxevanis, l'accusant d'avoir enfreint la loi sur la publication de données privées.

"Aucune preuve ne montre que les personnes ou les entreprises figurant sur cette liste ont enfreint la loi. Il n'y a aucune preuve qu'elles aient violé la loi sur l'évasion fiscale ou le blanchiment d'argent", a déclaré un responsable de la police.

Dans une vidéo envoyée par le magazine à Reuters, le rédacteur en chef défend sa décision.

"Je n'ai rien fait d'autres que mon travail de journaliste, explique-t-il. Si quelqu'un doit s'expliquer devant la justice, ce sont les ministres qui ont tenté de dissimuler cette liste".

"Demain, le Parlement votera une baisse de 100 à 200 euros des salaires des fonctionnaires, alors que pendant ce temps, la plupart de ces 2.000 personnes figurant sur la liste semblent frauder les impôts en envoyant secrètement de l'argent en Suisse", ajoute-t-il dans cette vidéo.

Commentaire.

Nous soutenons, monsieur Costas Vaxevanis, rédacteur en chef du magazine "*Hot Doc*" qui a eu le courage de publier cette liste, il doit être libéré sans condition. Les nantis auraient planqué dans des banques à l'étranger ou sur des comptes dans des paradis fiscaux plus de 300 milliards d'euros.

Un article lemonde.fr du 28 octobre 2012

La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)

La Grèce va devoir encore mener à bien 150 nouvelles réformes de son économie, selon les recommandations du rapport provisoire des auditeurs mandatés par la troïka, rapporte dimanche 28 octobre l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Citant une version non définitive de ce rapport des experts de la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne), le Spiegel précise qu'Athènes aurait deux ans de délai supplémentaire pour mener à bien les réformes exigées, mais que ce retard coûterait de 30 à 38 milliards d'euros.

La Grèce a mené à bien 60 % des réformes qui lui avait demandées, selon le rapport cité par l'hebdomadaire. Quelque 20 % sont encore en discussion au sein du gouvernement, et les autres restent à programmer. Parmi les réformes supplémentaires figurent notamment un assouplissement des lois sur le licenciement, un changement des règles sur le salaire minimum, et la suppression de certains privilèges professionnels, ajoute le Spiegel.

Le rapport suggère également que les créanciers de la Grèce, y compris les autres pays européens, acceptent d'abandonner une partie de leur créance, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. En revanche, la BCE ne peut pas renoncer à ses créances sur la Grèce, car cela reviendrait à un financement de ce pays par la BCE, ce qui est interdit par les traités européens, mais elle s'est dit prête à renoncer à tout bénéfice sur cette dette. (Vous êtes trop bons, admirez le cynisme! - Ndlr)

Dans un entretien dimanche à la radio allemand Deutschlandfunk, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a totalement rejeté l'idée d'abandonner les créances grecques, même de la part des pays. "*C'est une discussion qui a peu à voir avec la réalité des pays de la zone euro*", a-t-il dit, interrogé sur un possible abandon d'une partie des créances, soulignant que d'un point de vue légal, ce n'était pas possible.

Il n'a en revanche pas manifesté une opposition catégorique à l'idée de voir la Grèce racheter sa dette à moindre prix aux détenteurs d'obligations. "*C'est une réflexion que l'on peut plus sérieusement mettre en oeuvre*", a-t-il dit. Le rapport, cité par Der Spiegel, envisagerait également d'autres mesures, comme par exemple une augmentation automatique des impôts si les réformes ne sont pas appliquées dans les temps.

Sans se référer aux mesures détaillées par Der Spiegel, M. Schäuble a déclaré qu'un mécanisme de contrôle pourrait "*peut-être apporter la crédibilité que nous n'avons pas eu jusqu'ici dans les programmes de la Grèce*". Cette version provisoire du rapport a été présentée jeudi à Bruxelles aux responsables qui préparent la prochaine réunion des ministres des finances de la zone euro, qui se tiendra mercredi par téléconférence. Le rapport final de la troïka devrait être publié au plus tard le 12 novembre, selon le Spiegel.

Dans le même temps, le président grec, Carolos Papoulias, a déclaré dimanche à Salonique que le pays devait sortir bientôt de la crise parce que les Grecs ont donné tout ce qu'ils possédaient. M. Papoulias a expliqué au cours d'une parade militaire que le redressement face à la crise économique, qui a rendu le pays surendetté dépendant de l'aide internationale ces deux dernières années, devait intervenir "*bientôt, parce que vous ne pouvez pas demander plus à ces gens qui ont tout donné*." Le président a exprimé son optimisme, en disant que "*malgré les difficultés, le peuple grec sortira de la crise*".

Un article lemonde.fr du 28 octobre 2012

La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)

La Grèce va devoir encore mener à bien 150 nouvelles réformes de son économie, selon les recommandations du rapport provisoire des auditeurs mandatés par la troïka, rapporte dimanche 28 octobre l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Citant une version non définitive de ce rapport des experts de la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne), le Spiegel précise qu'Athènes aurait deux ans de délai supplémentaire pour mener à bien les réformes exigées, mais que ce retard ôterait de 30 à 38 milliards d'euros.

La Grèce a mené à bien 60 % des réformes qui lui avait demandées, selon le rapport cité par l'hebdomadaire. Quelque 20 % sont encore en discussion au sein du gouvernement, et les autres restent à programmer. Parmi les réformes supplémentaires figurent notamment un assouplissement des lois sur le licenciement, un changement des règles sur le salaire minimum, et la suppression de certains privilèges professionnels, ajoute le Spiegel.

Le rapport suggère également que les créanciers de la Grèce, y compris les autres pays européens, acceptent d'abandonner une partie de leur créance, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. En revanche, la BCE ne peut pas renoncer à ses créances sur la Grèce, car cela reviendrait à un financement de ce pays par la BCE, ce qui est interdit par les traités européens, mais elle s'est dit prête à renoncer à tout bénéfice sur cette dette. (Vous êtes trop bons, admirez le cynisme! - Ndlr)

Dans un entretien dimanche à la radio allemand Deutschlandfunk, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a totalement rejeté l'idée d'abandonner les créances grecques, même de la part des pays. "*C'est une discussion qui a peu à voir avec la réalité des pays de la zone euro*", a-t-il dit, interrogé sur un possible abandon d'une partie des créances, soulignant que d'un point de vue légal, ce n'était pas possible.

Il n'a en revanche pas manifesté une opposition catégorique à l'idée de voir la Grèce racheter sa dette à moindre prix aux détenteurs d'obligations. "*C'est une réflexion que l'on peut plus sérieusement mettre en oeuvre*", a-t-il dit. Le rapport, cité par Der Spiegel, envisagerait également d'autres mesures, comme par exemple une augmentation automatique des impôts si les réformes ne sont pas appliquées dans les temps.

Sans se référer aux mesures détaillées par Der Spiegel, M. Schäuble a déclaré qu'un mécanisme de contrôle pourrait "*peut-être apporter la crédibilité que nous n'avons pas eu jusqu'ici dans les programmes de la Grèce*". Cette version provisoire du rapport a été présentée jeudi à Bruxelles aux responsables qui préparent la prochaine réunion des ministres des finances de la zone euro, qui se tiendra mercredi par téléconférence. Le rapport final de la troïka devrait être publié au plus tard le 12 novembre, selon le Spiegel.

Dans le même temps, le président grec, Carolos Papoulias, a déclaré dimanche à Salonique que le pays devait sortir bientôt de la crise parce que les Grecs ont donné tout ce qu'ils possédaient. M. Papoulias a expliqué au cours d'une parade militaire que le redressement face à la crise économique, qui a rendu le pays surendetté dépendant de l'aide internationale ces deux dernières années, devait intervenir "*bientôt, parce que vous ne pouvez pas demander plus à ces gens qui ont tout donné*." Le président a exprimé son optimisme, en disant que "*malgré les difficultés, le peuple grec sortira de la crise*".

Un article de lexpress.fr du 29 octobre 2012

Près de trois salariés sur dix travaillent le dimanche. (30.10)

En 2011, 6,5 millions de salariés français exerçaient le dimanche, régulièrement ou occasionnellement, d'après une étude du ministère du Travail.

Alors que la Cour d'appel de Versailles doit rendre mercredi son jugement dans une affaire opposant l'enseigne de bricolage Bricorama au syndicat FO sur la question du travail dominical, une nouvelle étude vient éclairer le débat: en 2011, 29% des salariés ont travaillé le dimanche, d'après la Dares, le service des statistiques du ministère du Travail. Soit 6,5 millions de personnes, dont 3,5 millions de façon occasionnelle (16%) et 3 millions de manière habituelle (13%).

Le travail du dimanche a progressé régulièrement depuis 1990, époque à laquelle il ne concernait que 20% des salariés. Selon l'enquête, il touche en outre 1,6 million de non-salariés, soit 54% d'entre eux. La moitié travaillent ce jour-là de façon habituelle. Au total, 8,2 millions de personnes exercent donc le dimanche régulièrement ou occasionnellement.

Chez les salariés, le travail dominical concerne environ un tiers des cadres, des professions intermédiaires et des employés, ainsi que 19% des ouvriers. Plus de 80% de ceux chargés de la protection et de la sécurité -gendarmes, pompiers, gardiens de prison, etc.- sont concernés, contre 42% habituellement.

Viennent ensuite 60% des salariés des professions de santé -médecins, infirmiers, ambulanciers, etc.. Dans un troisième ensemble de professions assez hétérogène, regroupant hôtellerie et restauration, transport ou encore commerce, près de la moitié des salariés travaillent aussi le dimanche pour assurer une "*continuité de la vie sociale*", selon la Dares.

Dans le commerce, les boulangers sont les plus sollicités (63%), ainsi que les vendeurs de produits alimentaires (38%). Dans le commerce non-alimentaire, 33,8% des salariés travaillent le dimanche, 25% de façon occasionnelle et 8,8% de manière habituelle.

Le Code du travail indique que le repos hebdomadaire d'un salarié doit durer 24 heures consécutives, en général le dimanche, mais de nombreuses dérogations sont prévues par la loi. Un sondage publié lundi, montre que l'ouverture des grandes surfaces et centres commerciaux le dimanche, que combattent certains syndicats, suscite l'adhésion de 53% des Français.